

:: Gazette

MARS-AVRIL 2011

www.placealegalite.gouv.qc.ca
Tout sur la condition des femmes d'ici et d'ailleurs

DES FEMMES

MOUVEMENT DES FEMMES

Défis en perspective





10

L'imagier



15

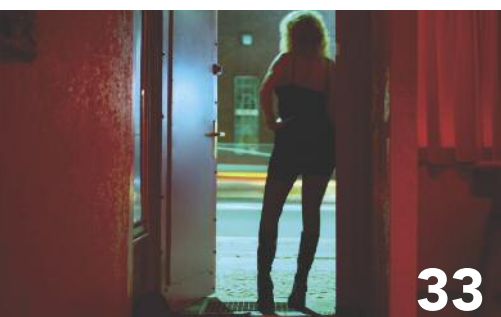


18



30

Jonathan Robert



33



DOSSIER

MOUVEMENT DES FEMMES

9 *Défis en perspective*

Les coupes de subventions et l'antiféminisme conjugués ont porté atteinte au mouvement des femmes au Canada. Au point de mettre sa survie en péril. Pourtant, militantes et féministes d'État persévèrent, se questionnent, haussent le ton, imaginent des moyens d'action différents, rêvent d'une relève engagée. Et si parfois elles doutent, leurs convictions féministes n'en sont pas pour autant réfrénées. Analyse d'un mouvement qui aurait bien besoin d'un second souffle.

10 Du plomb dans l'aile

15 Défier l'adversité

18 Manœuvres de réanimation

22 Chacun son féminisme

6 Tête haute, droits devant

Mue par l'inaliénable conviction que la prise de parole et l'engagement des femmes sont nécessaires pour faire progresser leurs droits, Mu Sochua parcourt son pays pour recruter de futures politiciennes. Rendez-vous avec une Cambodgienne qui n'a pas froid aux yeux.

25 Les hommes tu aimeras

En dépit de la reconnaissance légale de l'homosexualité au pays, de nombreuses Sud-Africaines paient chèrement leur orientation sexuelle. Le viol correctif, une autre pratique misogyne à combattre.

30 L'équité salariale pour bientôt?

Une menace de fusion plane sur la Commission de l'équité salariale, alors qu'un grand nombre d'entreprises ne se sont pas encore conformées à la loi. Peut-on encore croire à l'équité salariale pour les travailleuses québécoises?

33 Le pire métier du monde

Dans son documentaire-choc *L'imposture*, la réalisatrice Ève Lamont tend le micro à des travailleuses du sexe qui témoignent d'une vie éprouvante et du pénible engrenage qui en broie plusieurs morceaux...

RUBRIQUES

3 LA RÉDACTION VOUS PROPOSE | 4 BOÎTE AUX LETTRES |
5 MOT DE LA PRÉSIDENTE | 28 BOUQUINS | 35 BILLET

Claudel Huot



TENONS BON!

De votre côté, je ne sais pas, mais dans mon entourage, il est difficile de parler féminisme sans s'emporter. Disons plutôt sans que je m'emporte! Ou que je prenne le mors aux dents, pour employer l'expression de mon frère adoré. Ardu en effet de riposter aux arguments découlant du discours ambiant et tenus par mes proches avec autant de conviction: «Le féminisme, c'est dépassé!», «Les femmes font maintenant ce qu'elles veulent!», «Pourquoi s'attarder à elles davantage qu'aux hommes?», «Je ne veux pas être traitée en victime...», «À quand une *Gazette des hommes*?» Bon. Je veux bien défendre nos droits, mais la préservation de mon humeur – et de la bonne entente – est aussi à prendre en considération lors des soupers de famille. Voilà pourquoi il m'arrive de laisser tomber, de changer de sujet ou, plus simplement, de l'éviter.

Pourtant, je pourrais brandir sous le nez des protestataires des statistiques qui leur cloueraient le bec :

- 2006 : les femmes constituent 91,8 % des victimes d'agressions sexuelles.
- 2007 : les femmes sont victimes de violence conjugale cinq fois plus souvent que les hommes.
- 2008 : les femmes ne gagnent toujours que 78,4 % du salaire des hommes.
- 2008 toujours : seulement 30 des 500 plus grandes sociétés canadiennes sont dirigées par une PDG.
- 2009 : sur ses 266 juges en exercice, la Cour du Québec compte 88 femmes

(33,1 %), alors que celles-ci forment 64 % de l'effectif étudiant au baccalauréat en droit dans les universités québécoises (2007).

- 2010 : les femmes occupent 15,8 % des sièges dans les conseils d'administration des 100 plus grandes sociétés québécoises.
- Encore en 2010 : 79,5 % des femmes et 57,8 % des hommes affirment consacrer au moins cinq heures par semaine aux travaux ménagers.

Pas mal... mais je n'ai pas non plus envie que ces moments de réjouissances prennent des airs de commission parlementaire.

Le fond du problème, c'est que les mentalités sont tenaces. D'autant plus si l'on se bute à des conditions défavorables comme le glissement actuel vers des politiques conservatrices, une diminution importante des ressources financières, une mauvaise presse, des clichés coriaces tel celui de la féministe anti-hommes, etc. Comment obtenir l'assentiment du plus grand nombre dans de telles conditions? Cette réalité, le mouvement des femmes y est confronté depuis plusieurs années déjà.

Les militantes et les féministes d'État que nous avons rencontrées pour la réalisation de notre dossier sur le mouvement des femmes connaissent la source de leurs difficultés. Mais elles ne sont pas pour autant résignées. Elles semblent convaincues que l'heure est venue de se concerter, de se mobiliser, et plus que jamais, de se faire entendre.

Comment rallier le plus grand nombre, jeunes et moins jeunes? Entre autres en ravivant la mobilisation des femmes autour d'enjeux communs et, surtout, en martelant le même message : l'égalité n'est pas atteinte, données percutantes et éloquentes à l'appui!

Agir, parler et argumenter, oui! Sans oublier que le temps doit faire son œuvre... Verrai-je le jour où je n'aurai plus à défendre les mesures déployées pour l'atteinte de l'égalité lors des soupers de famille?

À lire aussi

Le reportage de David Savoie sur l'état d'avancement du processus d'équité salariale au Québec et celui de Patricia Huot sur l'horrible pratique qui sévit en Afrique du Sud à l'endroit des lesbiennes seront sans aucun doute une source d'information fort intéressante.

À noter également que l'avis du Conseil du statut de la femme sur la laïcité sera rendu public d'ici la fin mars et sera accessible en ligne au www.placealegalite.gouv.qc.ca.

Bonne lecture! ::

Nathalie Bissonnette
Rédactrice en chef

QU'EN PENSEZ-VOUS?

Écrivez-nous vos commentaires et vos réactions par courriel après avoir parcouru notre dossier au gazette@csf.gouv.qc.ca.



BOÎTE AUX LETTRES

Faites-nous parvenir vos commentaires!

Pour vous publier, nous avons besoin de vos nom, adresse et numéro de téléphone. Vos coordonnées demeureront confidentielles. Les lettres peuvent être abrégées.

■ gazette@csf.gouv.qc.ca

■ *Gazette des femmes*
Conseil du statut de la femme
800, place D'Youville, bureau 300
Québec (Québec) G1R 6E2



Une laïcité à méditer

Un grand virage que celui de la *Gazette des femmes* vers une version électronique, pour moi qui suis une fidèle abonnée et qui aime bien tenir une revue dans mes mains. Je dois tout de même avouer que j'ai eu plus de plaisir à lire le dernier numéro sur Internet. Peut-être à cause du contenu qui m'a encore davantage attirée? Le dossier sur la laïcité a particulièrement retenu mon attention. Alors que nous sommes collectivement plongés dans cette réflexion, ce dossier est arrivé à point. Merci de nous faire connaître des points de vue différents, de souligner des nuances telles la laïcité «affirmée» et «ouverte» et de mettre en lumière les répercussions sur l'égalité entre les femmes et les hommes. J'y ai trouvé tout ce qu'il faut pour poursuivre ma réflexion.

Lise Drouin-Paquette
Sherbrooke

L'incohérence a des limites!

Un court article paru dans *Le Soleil* du 23 janvier m'a vraiment offensée. Il portait sur une recommandation que le pape a faite à ses prêtres concernant l'éducation que ces derniers seraient tenus de faire auprès des «épouses en devenir» pour éviter de futures annulations de mariage. Les hommes n'ont-ils donc rien à faire là-dedans? Je ne me considère pas féministe, mais j'en ai assez que l'on en mette autant sur le dos des femmes!

Madeleine, une jeune aînée de 80 ans
Notre-Dame-du-Portage

Entendre leur cri

J'ai vécu en République démocratique du Congo. J'ai été bouleversée en lisant la rubrique Actualité culturelle du numéro de nov.-déc. 2010 intitulée *Au secours des Congolaises*. Le documentaire relatant le sort de ces femmes violées, mutilées et ostracisées, considérées par leurs bourreaux comme le butin du vainqueur, doit être davantage diffusé au Québec. La violence, l'indignité, l'humiliation et la souffrance réservées à ces femmes sont

l'illustration de cette arme massive de guerre avec ses dommages collatéraux: le viol détruit non seulement la victime, mais également sa communauté. La voix de ces femmes est un fil fragile d'humanité par-delà l'indicible. Les écouter, c'est commencer à leur rendre justice.

Suzanne Roy
Québec

Suivi sur Haïti

Bravo pour le dossier *Rester debout*, qui portait sur le rôle des femmes dans la reconstruction d'Haïti. Si aujourd'hui Haïti ne bénéficie pas d'un réseau d'écoles publiques gratuites, on comprend, d'après les témoignages des divers acteurs – dont celui de l'ancienne gouverneure générale du Canada, maintenant envoyée spéciale de l'UNESCO pour Haïti, Michaëlle Jean –, qu'il existe une vision partagée à propos de la nécessaire refonte de l'éducation nationale. Merci pour ce beau dossier qui rend compte des idées, des actions et des visages de femmes engagées.

Aude Lecointe
Montréal

Depuis 1979, cette publication est élaborée à l'initiative et sous la supervision du Conseil du statut de la femme, qui en est l'éditeur.

- **Directrice**
Nathalie Savard
- **Rédactrice en chef**
Nathalie Bissonnette
- **Rédactrice-réviseure**
Sophie Marcotte
- **Correctrices d'épreuves**
Sophie Marcotte et Annie Paré

- **Réalisation graphique**
Michèle Tellier
- **Adjointe administrative**
Gaétane Laferrière



- **Impression**
Transcontinental
- **Marketing et publicité**
Gaétane Laferrière, tél.: 418 643-4326 ou 1 800 463-2851

- **Courriel**
gazette@csf.gouv.qc.ca
- **Site Internet**
www.placealegalite.gouv.qc.ca
- **Changements d'adresse et retours postaux**
Gazette des femmes
Service aux abonnés
800, Place D'Youville
3^e étage, bureau 300
Québec (Québec) G1R 6E2
gazette@csf.gouv.qc.ca

Dépôt légal: 1^{er} trimestre 2011
ISSN: 0704-4550
© Gouvernement du Québec

Les articles publiés dans la *Gazette des femmes* sont indexés dans Repère depuis le volume 2, n° 7 jusqu'à aujourd'hui. On peut également consulter les textes intégraux au www.placealegalite.gouv.qc.ca à partir du volume 20, n° 2.

La *Gazette des femmes* se dégage de toute responsabilité par rapport au contenu des publicités publiées dans ses pages.

Poste-publications — n° de convention : 40069512

Conseil du statut
de la femme

Québec





Christiane Pelchat,
présidente
du Conseil
du statut de
la femme

NOUSFEMMES.ORG

fait, est un témoin éloquent de la solidarité sociale dont nous faisons preuve. Si la distribution de la richesse ne faisait pas partie du rôle de l'État dans le domaine de la santé, la majorité des femmes aurait du mal à obtenir des soins de qualité.

Pourquoi n'en serait-il pas ainsi en matière d'égalité des sexes?

Pendant qu'ici, nous célébrons la Journée internationale des femmes, et qu'ailleurs dans le monde, des centaines de femmes arabes marchent dans la rue pour la citoyenneté et l'égalité, je me suis permis de rêver du jour où...

- Les emplois traditionnellement occupés par les femmes – secrétaires, infirmières, éducatrices, enseignantes, domestiques... – seront aussi bien payés que les emplois traditionnellement masculins;
- Un plan national pour l'intégration des femmes dans les métiers payants (traditionnellement masculins) sera adopté, et que l'on trouvera 50 % de femmes dans l'industrie de la construction, par exemple;
- Les heures que les femmes travaillent à la maison seront comptabilisées dans le produit intérieur brut, indicateur de notre richesse;
- Les femmes seront reconnues comme la moitié de la race humaine, et non comme une des minorités à considérer;
- Nous serons toutes et tous solidaires des femmes qui vivent dans des modèles patriarcaux qui étouffent leur vie, leurs aspirations et leurs projets;
- Nous cesserons de faire du relativisme culturel, arguant le droit individuel de l'autre, sa culture et ses traditions en même temps que nous nions le droit des femmes à l'égalité;
- Nous n'invoquerons plus notre liberté personnelle pour justifier des pratiques et des comportements que d'autres

femmes – et des milliers d'enfants – sont tenues de subir ou d'adopter par obligation, victimes de la traite ou mourant sous les coups pour avoir enfreint un code soi-disant d'honneur;

- Nous enseignerons l'égalité entre les sexes dès l'entrée de nos enfants au centre de la petite enfance et pour le reste de leur scolarité;
- Nous comprendrons que chaque fois que, comme femme, je renonce à mon droit à l'égalité, je renonce aussi pour d'autres femmes à ce droit.

Enfin, je souhaite aussi que nous puissions compter encore longtemps sur des organismes comme le Conseil du statut de la femme du Québec pour rester critiques à l'égard des actions gouvernementales en ce qui a trait aux droits des femmes.

En somme, je rêve d'un « nous femmes » fort et solidaire. Un rêve possible? Oui, si nous reconnaissons qu'au-delà de nos personnalités propres, il existe un groupe – celui des femmes – traditionnellement discriminé partout dans le monde, car toutes les sociétés, qu'elles soient occidentales, orientales ou subsahariennes, sont patriarcales.

Je souhaite que le mouvement féministe québécois résiste à la pression néolibérale de plus en plus présente au Canada anglais et en France, notamment, qui place les libertés et les droits individuels au premier plan. Le droit individuel de décider pour soi ne peut l'emporter sur le bien-être collectif. Rappelons-nous que chaque fois que l'on demande la reconnaissance de droits individuels, on risque de bafouer le droit des femmes à l'égalité.

Je vous invite à rêver avec moi de ce monde solidaire et j'en profite pour vous souhaiter une bonne Journée internationale des femmes! ::

Quand nous pensons au vivre ensemble, à la façon de vivre en harmonie dans sa communauté, dans son pays, sur sa planète, nous réalisons l'importance du bien commun, de l'intérêt public. Nous sommes conscientes de devoir abandonner certains de nos désirs individuels, que nous confondons souvent avec des droits, afin que triomphe le bien commun.

Par exemple, en matière d'environnement, nous posons de plus en plus de gestes moins nuisibles pour la planète. À l'épicerie, nous troquons le plastique pour le tissu; à la maison, nous composons, recyclons, réutilisons et récupérons. Ces comportements témoignent de notre éveil aux autres et aux générations futures. Nos droits individuels sont désormais balisés par le droit d'autrui à un environnement sain.

Nous adhérons à des principes qui guident le bien commun et qui, en même temps, limitent nos droits individuels. Par exemple, pour protéger la langue française, nous avons fait le choix de restreindre la liberté d'expression, droit individuel. Nous payons des impôts qui ont des retombées bénéfiques pour nous, mais aussi pour les personnes moins nanties. Le souci de justice sociale est même inscrit dans nos principes fiscaux. Notre système de santé, bien qu'impar-



Tête haute, droits devant

• Lorsque je l'ai rencontrée, elle
• L suait à grosses gouttes au-
• dessus d'un chaudron usé
dans la cuisine d'un hôtel bon marché
de l'île de Zanzibar, en Tanzanie. «C'est
toi la Québécoise?» m'a-t-elle lancé en
français. Sans attendre ma réponse, elle
m'a demandé de l'aider avec sa recette
de sirop d'érable. Elle avait préparé des
crêpes et tentait, avec ce que l'île de
l'océan Indien lui offrait, d'imiter la
célèbre sucrerie québécoise. C'est ainsi
que j'ai fait connaissance avec Mu
Sochua, la politicienne cambodgienne
qui défie toutes les conventions; en
devenant son aide-chef dans la canicule
africaine du 30 décembre 2008. Elle
était venue rejoindre sa fille aînée et son
groupe d'amis, dont je faisais partie,
pour célébrer la nouvelle année sur l'île
aux épices. Depuis cette rencontre

**Mu Sochua, politicienne
cambodgienne qui ne
s'embarrasse pas des
convenances, n'a qu'une
idée en tête : faire
progresser les droits
humains et attirer plus de
ses compatriotes
féminines en politique. Un
gros programme, mais la
dame ne craint pas de se
relever les manches.**

| par Hélène Mercier

culinaire, je suis de près le parcours de
l'inspirante femme politique.

Dans un récent article du *New York Times*, Mu Sochua était décrite comme
la représentante d'une nouvelle généra-
tion de politiciennes asiatiques. D'une
espèce qui repousse les limites et qui
saute dans l'arène politique, non sans y
perdre quelques plumes. Un phéno-
mène récent au Cambodge, où la poli-
tique est largement dominée par le
Parti du peuple cambodgien du
premier ministre Hun Sen, qui mono-
polise le pouvoir depuis 25 ans. Celle
qui a été ministre de la Condition fémi-
nine de 1998 à 2004 siège aujourd'hui

du côté de l'opposition, au sein du parti Sam Rainsy. Si la plupart des activistes des pays en voie de développement préfèrent joindre les mouvements de la société civile, Mu Sochua est convaincue que «la politique est la seule arène qui permet le vrai changement. Le cœur de la bataille est d'arriver à inclure les enjeux qui touchent les femmes dans les programmes politiques, dans les réformes, et d'en faire des préoccupations fondamentales, non pas des questions de deuxième ordre, comme c'est trop souvent le cas».

En 1972, âgée de 18 ans, Sochua est envoyée en Californie pour fuir ce qui allait devenir trois ans plus tard le régime dictatorial des Khmers rouges, dirigé par Pol Pot. En Amérique, elle obtient une maîtrise en travail social à l'Université de Berkeley. «C'était mon premier séjour à l'extérieur du Cambodge, et même si mon féminisme s'est développé pendant différentes périodes de ma vie, c'est là que tout a débuté. J'étais jeune, timide, plutôt incertaine de qui j'étais. À San Francisco, je n'étais plus définie selon ma classe sociale; j'ai laissé mes cheveux allonger, j'ai pris conscience de mes droits et j'ai appris à les exiger», raconte celle qui est revenue d'exil en 1989, dans un pays ravagé. Des années de guerre et de despotisme lui avaient enlevé ses deux parents, qui comptent parmi les 1,7 million de victimes du génocide perpétré par les Khmers rouges, qui a décimé 21 % de la population. À partir de ce moment, défendre les droits humains est devenu son obsession.

Pendant ses années au pouvoir, elle s'est battue contre le viol marital et la violence faite aux femmes. Avant de claquer la porte d'un parti qu'elle jugeait corrompu de l'intérieur, elle a participé à la rédaction de la loi sur la prévention de la violence familiale et la protection des victimes, adoptée en 2005. L'ancienne membre du cabinet ministériel cambodgien a également négocié deux accords internationaux



Philip Skoczkowski

avec les pays voisins pour aider à stopper le trafic humain qui sévit en Asie du Sud-Est. «Aujourd'hui, je poursuis mon engagement pour combattre l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants et pour que cesse l'impunité des trafiquants», précise-t-elle. En 2006, elle a reçu un doctorat honorifique en droit de l'Université de Guelph, en Ontario.

Recruter des alliées

Depuis plusieurs années, Mu Sochua travaille, avec des organismes non gouvernementaux, à recruter des femmes comme candidates aux élections locales. Avec son équipe, elle se rend dans les coins les plus reculés du Cambodge, investie d'une mission précise: appuyer et former 1 500 candidates pour les prochaines élections municipales, en 2012. C'est l'objectif que s'est fixé son parti. «Parce que oui, les femmes ont le pouvoir de changer la politique!» s'exclame-t-elle. Un défi de taille pour un pays qui se classe au 92^e rang, sur un total de 109, selon l'Indice de la participation des femmes, qui évalue les progrès effectués pour faire avancer la situation des femmes dans les instances politiques et économiques. «Au Cambodge, demander l'égalité pour les femmes, c'est une chose; on est alors perçue comme une bonne féministe, c'est-à-dire une femme forte, qui se tient debout pour ses pairs. Mais quand une féministe milite pour qu'il y ait plus de femmes en politique ou qu'elle ose demander qu'on apporte des modifications aux lois et au système de gouvernance,

La politicienne cambodgienne est convaincue que la politique est la seule arène qui permet le vrai changement.

quand ça devient concret, alors elle représente un défi trop grand pour la société et le gouvernement», dénonce la politicienne, qui parle en connaissance de cause.

En juillet 2010, la militante de 56 ans et mère de trois jeunes femmes a évité la prison *in extremis* grâce à l'intervention du Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU. Au cœur d'un chassé-croisé judiciaire encombré de poursuites et de contre-poursuites avec le premier ministre cambodgien, la féministe, reconnue coupable de diffamation à l'endroit de Hun Sen, refusait de payer l'amende, malgré la menace d'incarcération qui pesait sur elle. La mobilisation internationale en sa faveur a forcé le tribunal de Phnom Penh à renoncer à la faire emprisonner. «Mon salaire de députée a tout de même été saisi pendant six mois. On m'a fait payer un crime que je n'ai pas commis», déplore-t-elle sans surprise, puisqu'elle estime que la justice cambodgienne est corrompue.

Bien qu'elle soit malmenée par le pouvoir en place dans son pays, Mu Sochua a aussi connu les grands honneurs: en 2005, elle fut l'une des 1 000 femmes sélectionnées collectivement, à l'échelle internationale, pour le prix Nobel de la paix. Ce groupe des 1 000 représentait les millions de femmes anonymes qui travaillent pour la paix, la justice et le développement dans le monde entier. Bien que la bande n'ait pas reçu le prix, les actions de la combative Cambodgienne sont certainement susceptibles d'inspirer des millions de femmes qui rêvent d'un avenir meilleur. De quoi lui faire largement pardonner le manque de perfectionnement de sa recette de sirop d'érable... ::



Le 8 mars est l'occasion de prendre conscience de la nécessité de rendre la société québécoise plus égalitaire au bénéfice de toutes et de tous. À cet égard, le gouvernement du Québec multiplie ses efforts pour que l'égalité de droit entre les femmes et les hommes devienne une égalité de fait.

C'est pourquoi nous avons modifié la *Charte des droits et libertés de la personne* afin que cette valeur soit ancrée dans les fondements légaux de la société québécoise. De plus, devant le bilan positif du premier Plan d'action gouvernemental 2007-2010 en matière d'égalité, nous avons tenu récemment des audiences publiques préalables à l'élaboration d'un deuxième plan d'action qui s'appliquera jusqu'en 2015. Des personnes et des groupes de toutes les régions du Québec ont participé à cet exercice éminemment démocratique.

Le Québec fait figure d'avant-garde en ce qui concerne les droits des citoyennes et des citoyens. Il reste certes des obstacles, mais je suis persuadée que l'esprit d'équité et de justice qui caractérise notre société contribuera à les aplanir.

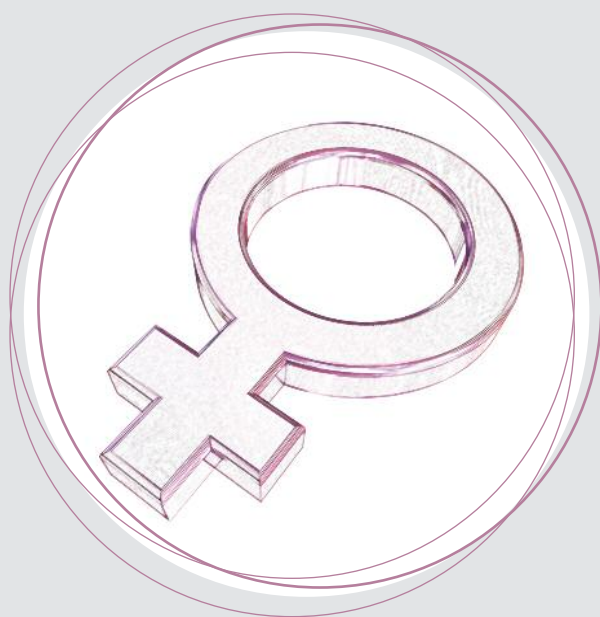
Bonne Journée internationale des femmes 2011!

La ministre de la Culture, des Communications
et de la Condition féminine,

A stylized, handwritten signature in black ink.

Christine St-Pierre

MOUVEMENT DES FEMMES

Défis en perspective

Elles militent contre la violence, pour obtenir l'équité salariale ou pour maintenir le contrôle de leur santé reproductive. Elles tentent d'améliorer la situation de celles qui sont pauvres et marginalisées, mais elles agissent aussi auprès des artistes, des étudiantes et des femmes actives en politique. Elles sont jeunes et moins jeunes, d'origines multiples et issues de tous les milieux. Chaque jour, des centaines de femmes œuvrent pour défendre leurs droits et améliorer leurs conditions de vie.

Parmi elles, des militantes et des féministes d'État qui n'ont jamais baissé les bras devant les défis. Ces dernières années toutefois, les coupes budgétaires leur ont mené la vie dure. Les difficultés s'annoncent-elles insurmontables au point de mettre en péril la survie de leur mouvement au Québec et au Canada? Chose certaine, ces battantes se questionnent, haussent le ton, imaginent des moyens d'action différents et rêvent d'une relève engagée. Même si parfois elles doutent, leurs convictions féministes ne sauraient être réfrénées.

Analyse d'un mouvement qui aurait bien besoin d'un second souffle.

DU plomb DANS L'AILE

Les mesures du gouvernement fédéral ont pénalisé plusieurs groupes de femmes au Québec et au Canada. Certains ne sont plus subventionnés, d'autres craignent pour leur avenir et leurs possibilités d'action. Devant cette mauvaise fortune, les militantes féministes sont conviées à un travail de réflexion.

« Le gouvernement s'attaque à tous les groupes de défense des droits, que ce soient ceux des femmes ou de la personne. »

Andrée Côté, responsable des droits des femmes et des droits de la personne à l'Alliance de la Fonction publique du Canada

| par Gwenaëlle Reyt en collaboration avec Nathalie Bissonnette

Le Canada et le Québec ont longtemps été un terreau fertile pour le financement des activités des groupes de femmes. Mais depuis une quinzaine d'années, la tendance semble s'inverser. En adoptant des mesures peu favorables aux droits des femmes, le gouvernement du Canada montre que la cause féminine n'est plus un enjeu prioritaire. L'existence de plusieurs groupes est également remise en question, victime du mythe de l'égalité déjà atteinte.

Le premier à faire les frais de ces mesures conservatrices a été le Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme, aboli en 1995 par le gouvernement libéral. En 2007 s'est ajoutée la fermeture de 12 des 16 bureaux de Condition féminine Canada (CFC) sous Stephen Harper, suivie en 2009 par la modification de la Loi sur l'équité dans la rémunération, qui empêche de recourir aux tribunaux pour régler les cas d'équité salariale. Dernièrement, les autorités ont manifesté un certain désengagement en

rendant facultative la version longue du recensement canadien et en refusant d'inclure la contraception et l'avortement au nombre des moyens que finance l'aide internationale canadienne en matière de santé des femmes.

Plusieurs organismes de défense des droits des femmes, comme l'Association nationale Femmes et droit (ANFD), qui a pratiquement dû fermer ses portes en 2007, ont également subi les contrecoups de cette défection étatique. « C'était l'un des plus anciens groupes de défense des droits des femmes au Canada, explique Andrée Côté, qui a été directrice des affaires juridiques de l'ANFD jusqu'en 2007. Nous avons senti le vent tourner à l'arrivée des conservateurs en 2006. » Depuis, les fonctions axées sur la défense des droits et la formulation de recommandations en vue de changements législatifs ont été supprimées par manque d'argent. Il reste une permanence minimale et le conseil administration fonctionne grâce à des bénévoles.

Andrée Côté considère que le gouvernement a pavé le chemin à une sorte de coup d'État. « Il s'attaque à tous les groupes de défense des droits, que ce soient ceux des femmes ou de la personne », analyse celle qui travaille comme responsable des droits des femmes et des droits de la personne à l'Alliance de la Fonction publique du Canada.

D'après elle, le Parti conservateur a porté atteinte à la capacité d'agir de la société civile. L'un des meilleurs exemples est la suppression en 2006 du Programme de contestation judiciaire du Canada, remplacé en 2009 par le Programme d'appui aux droits linguistiques, jugé beaucoup moins efficace par ses détracteurs. « Le Programme de contestation judiciaire était unique et il a permis des avancées majeures, dont celle de la cause des gays et des lesbiennes. Le gouvernement a une stratégie très planifiée qui vise à atteindre la vie démocratique des Canadiennes et des Canadiens », assure-t-elle en ajoutant que ces programmes



L'imagerie

sont issus de luttes et de revendications. «Maintenant, nous n'avons plus de recours possibles.»

Pire encore, un régime de peur s'est installé au sein des organismes. «Il y a de plus en plus d'intimidation. On essaie de nous effrayer», reconnaît M^{me} Côté en faisant référence à la mauvaise expérience du Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT). En 2008, ce dernier a contesté la modification de la Loi sur l'équité dans la rémunération par des mesures de suspension des droits, notamment le recours aux tribunaux pour régler les cas d'équité salariale. «Quelques jours après, le CIAFT a appris qu'il y aurait des coupes dans ses subventions», se souvient-elle.

Dans les circonstances, les défis du mouvement des femmes apparaissent énormes, du point de vue tant politique qu'organisationnel. «D'abord, explique M^{me} Côté, il faut souligner les difficultés que pose l'espace canadien : l'immensité

du territoire, les diversités régionales prononcées, les communautés identitaires portées à intervenir uniquement sur certaines questions, la stagnation du bilinguisme, la concentration des médias et leur fermeture aux opinions féministes ou progressistes. Sans parler de certains débats qui divisent le mouvement des femmes, comme la prostitution ou le port du niqab.»

Avec un financement qui fait défaut, il ne faut pas s'étonner qu'aucune vision nationale n'unisse le mouvement. En cette période de morosité – et dans les années qui suivront –, rallier les femmes pourrait bien constituer l'un des défis les plus importants à relever. Pas facile, surtout qu'aucun mouvement pancanadien n'agit de façon continue et proactive. «Depuis la disparition du Comité canadien d'action sur le statut de la femme, il n'existe plus d'organisation pancanadienne qui réunit les groupes de femmes locaux, provinciaux et nationaux, poursuit M^{me} Côté. La Coalition spéciale pour

l'égalité des femmes et les droits de la personne, créée à la suite de l'élection des conservateurs à Ottawa en 2006, tente vaillamment, en réaction aux compressions, de se poser en interlocuteur sur la scène pancanadienne. L'organisation vient d'ailleurs de décider qu'elle militera en priorité pour le financement et le développement d'un cadre législatif pour la mise en œuvre de services de garde à l'enfance lors des prochaines élections fédérales. Malheureusement, les quelques groupes de femmes qui survivent ont si peu de personnel qu'ils n'arrivent pas toujours à déléguer une représentante à la Coalition.»

Résilientes, les femmes?

Qu'à cela ne tienne. Malgré les coups portés à leur cause, des femmes continuent de se mobiliser. À preuve, la dernière Marche mondiale des femmes a réuni en octobre 2010 près de 10 000 participantes et participants à Rimouski. Pour Michèle Asselin, féministe de longue date et ancienne présidente de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), la vitalité du mouvement des femmes est bien réelle. «Tant qu'il y aura de la discrimination envers les femmes, le féminisme vivra. Il

Cet organisme militant rassemblait plus de 700 groupes répartis dans tout le pays. Fondé en 1971, il a longtemps constitué le plus important organisme-cadre parmi les groupes de femmes au Canada.



« Il va falloir se mobiliser davantage avec moins de moyens. »

Michèle Asselin,
coordonnatrice au Centre
international de solidarité
ouvrière (CISO)

n'existe pas simplement pour exister. La discrimination est sa raison d'être et c'est de là qu'il tire sa force», affirme celle qui travaille comme coordonnatrice au Centre international de solidarité ouvrière (CISO). Selon elle, les groupes de femmes ont toujours leur pertinence, car ils permettent d'améliorer l'ensemble de la société, et pas seulement la condition des femmes. En témoignent l'augmentation du niveau de vie des Québécois grâce au revenu

conjugué des deux conjoints, l'intégration du principe d'égalité des sexes aux valeurs collectives québécoises et la qualité des relations qu'entretiennent de plus en plus les hommes avec leurs enfants.

En dépit de ces certitudes, Michèle Asselin voit les années à venir en noir. «Ce sera difficile. On coupe les subventions destinées aux groupes de femmes, alors qu'ils doivent faire face à des organisations et à

des groupes de pression qui ont de l'argent. Ce n'est pas démocratique, constate-t-elle en faisant référence au mouvement pro-vie et à celui de défense des armes à feu. Il va falloir se mobiliser davantage avec moins de moyens.»

En effet, depuis 2006, les critères d'admissibilité aux subventions du Programme de promotion de la femme de CFC ont été revus. «Tout ce qui a un caractère politique est refusé», explique Lise Girard, secrétaire générale de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS). Cet organisme rassemble plus de 12 000 Québécoises qui souhaitent promouvoir les droits des femmes et améliorer la société par l'éducation et l'action sociale. En mai 2010, il a dû supprimer deux postes faute de subventions, fragilisant ainsi son fonctionnement. «Ça faisait 20 ans qu'on recevait cet argent. D'un seul coup, on ne l'a plus et on ne nous donne pas d'explications», relate M^{me} Girard, qui estime que le dialogue avec l'organisme fédéral devient de plus en plus difficile. Même des projets non politiques, comme une campagne d'information sur l'union de fait, ont été rejetés.

D'après elle, ce sont davantage des initiatives locales qui reçoivent le financement, au détriment des groupes plus anciens, nationaux et provinciaux. On semble privilégier le financement de projets plutôt que celui des organismes établis. «C'est peut-être un moyen de désorganiser le mouvement», lance-t-elle.

L'association ontarienne Sisters in Spirit, qui lutte contre la violence faite aux femmes autochtones, n'a pas non plus vu ses subventions renouvelées. N'ayant pas donné suite aux nombreux appels de la *Gazette des femmes*, le service des communications de CFC n'a pas souhaité s'exprimer sur l'évolution de la situation.



« C'est peut-être un moyen de désorganiser le mouvement. »

Lise Girard, secrétaire
générale de l'Association
féminine d'éducation et
d'action sociale (AFEAS)

LE FÉMINISME FAIT DES VAGUES

Francis Dupuis-Déri, professeur de science politique à l'UQAM, nuance : certes, le gouvernement fédéral actuel représente un frein pour le mouvement des femmes, mais ce n'est pas le seul obstacle. « Depuis le milieu des années 1980, c'est devenu cool de se plaindre des féministes; le drame de Polytechnique a été le catalyseur de ce discours, qui véhicule l'idée qu'elles sont allées trop loin, trop vite et qu'elles en demandent trop. »

Cet antiféminisme grandissant constitue un bâton de plus dans les roues du mouvement des femmes. Francis Dupuis-Déri estime que c'est lorsque les hommes changeront de comportement et d'attitude que l'avancée sociale des femmes pourra s'achever. « La masculinité est en crise et ce n'est pas la première fois. Les hommes s'inquiètent, se sentent menacés. Ils doivent changer, mais il ne faut pas croire qu'ils veulent le faire. Il faut mettre en place des mesures pour les y contraindre », rapporte le spécialiste de l'antiféminisme. Il constate d'ailleurs la résurgence de l'identité masculine conventionnelle (homme fort, courageux, pourvoyeur pour la famille...) à travers le financement massif de l'armée, l'intérêt pour la musculation, le développement de jeux vidéo de guerre et le retour des superhéros. Sans avoir de solution toute faite et sans vouloir parler à la place des femmes, il pense qu'il faut continuer à travailler sur tous les fronts comme le font déjà les associations et les groupes de femmes.

Michèle Asselin, quant à elle, voit de l'espoir dans le militantisme et la diversité du mouvement des femmes, surtout chez les jeunes et les retraitées. Car malgré les idées reçues, le féminisme attire des jeunes femmes. « Nous comptons beaucoup sur les jeunes, mais aussi sur les plus âgées qui ont de l'expérience... et du temps. » Réflexion que partage en partie Andrée Côté :

La première vague féministe rassemble les différents groupes qui se sont mobilisés à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle pour obtenir le droit de vote des femmes. Également appelée « mouvement des suffragettes », elle visait principalement la réforme des institutions afin de rendre les femmes égales aux hommes en droits.

La deuxième vague déferle dans les années 1960-1970. Bien que de nombreux groupes aux idées parfois très différentes aient vu le jour à cette époque, la deuxième vague est souvent associée au féminisme radical. Les femmes ont alors milité contre la violence et pour le libre choix de la contraception et de l'avortement. Ce féminisme dénonce également le patriarcat, système de domination qui légitime les places de pouvoir en fonction du sexe.

La réflexion issue de ces groupes permettra la naissance de la troisième vague dès les années 1980. Celle-ci remet en question l'homogénéité du féminisme comme un tout unique concernant l'ensemble des femmes qui, par définition, seraient blanches, hétérosexuelles et éduquées. Plusieurs théories intègrent les différences vécues par les femmes pauvres, les femmes de couleur, les lesbiennes, etc. La notion de pouvoir n'est plus conçue de manière hiérarchique et binaire, mais plutôt circulaire, et les catégories de genre – homme-femme – sont reconsidérées et permettent l'émergence des théories *queer* (en contestant la fixité des catégories sexuelles – gais, lesbiennes, bisexuels, transgenres, travestis –, le mouvement *queer* soutient qu'elles peuvent être endossées selon les individus, mais aussi selon les mouvements de la vie). Le sexe comme élément positif est aussi une caractéristique de cette troisième vague, dont certains groupes revendiquent le droit au travail du sexe ou à la pratique de la pornographie.

« Dans un contexte où le gouvernement refuse de consulter les groupes de femmes et ne prête aucune crédibilité aux féministes, la mobilisation de militantes prêtes à poser des gestes d'éclat sera peut-être la seule façon de se faire entendre. »

Mots de ralliement

Mercédès Baillargeon fait partie de cette relève très attendue qui pourrait éperonner le mouvement. Doctorante en littérature à l'Université de Caroline du Nord, elle a été active à l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM, où elle a travaillé sur le féminisme d'aujourd'hui au Québec. Elle vient de diriger l'ouvrage collectif *Remous, ressacs et dérivations autour de la troisième vague féministe* (Les éditions

du remue-ménage), issu des discussions qui ont animé un colloque en 2008. « Nous voulions donner une tribune aux étudiantes et partager une expérience "académique" et critique du féminisme, explique-t-elle. Ce recueil offre un aperçu de la façon dont ces jeunes femmes conçoivent le féminisme. » Selon elle, l'évolution de notre société explique la période de bouleversements que

COMPLÉMENT D'INFORMATION :



Sous la direction de Mercédès Baillargeon et du collectif Les Déferlantes, *Remous, ressacs et dérivations autour de la troisième vague féministe*, Éditions du remue-ménage,

228 p. Formats papier et électronique dès le 15 mars

traverse le féminisme québécois. « Le féminisme est encore actif et bien vivant, mais il prend des formes diverses, comme le mouvement *queer*, (voir encadré p. 13) pour s'adapter aux réalités du 21^e siècle. Il utilise les outils de son époque (l'évolution de la réflexion et des théories, notamment) pour réaliser certains changements sociaux. »

Pour les auteures du livre, la clé de lecture du féminisme passe par la reconnaissance d'une troisième vague du mouvement. « C'est un féminisme qui n'est pas nécessairement une contre-culture. Il est porté par des femmes qui font partie du système, des étudiantes, des travailleuses. Ce féminisme tient compte de la réalité des relations de pouvoir qui existent dans la société. Il essaie de les faire évoluer sans tout faire sauter », précise Mercédès Baillargeon. Elle parle de la troisième vague comme d'un « *patchwork* qui revisite des théories féministes plus anciennes tout en y attachant de nouvelles idées. Plutôt que de tenter de mettre de l'avant une cohésion qui n'existe pas plus à l'intérieur de la société actuelle que du mouvement féministe, le féminisme est conçu comme la construction de coalitions qui se font et se défont au fil des événements qui marquent l'actualité, cherchant ainsi à déjouer le caractère figé de l'institutionnalisation ».

Marcelle Dubé, professeure en travail social à l'Université du Québec à Chicoutimi, exprime bien l'un des défis que devra relever le mouvement des femmes. « En observant la contribution des jeunes à ce mouvement, nous sommes à conjuguer le féminisme au temps présent, alors que l'histoire et l'avenir des femmes se donnent rendez-vous sans l'intention de tracer la voie, mais plutôt avec l'objectif qu'elles tracent la leur. »



« Nous sommes à conjuguer le féminisme au temps présent, alors que l'histoire et l'avenir des femmes se donnent rendez-vous sans l'intention de tracer la voie, mais plutôt avec l'objectif qu'elles tracent la leur. »

Marcelle Dubé, professeure en travail social à l'Université du Québec à Chicoutimi

Cette doctorante en sciences humaines appliquées à l'Université de Montréal, dont la thèse porte sur les rapports intergénérationnels au sein du mouvement féministe au Québec, se demande si, justement, ce « nous femmes » ne devrait pas être revisité. « Je ne suis pas sûre que ce concept auquel les féministes de la deuxième vague adhèrent est toujours celui qu'il faut promouvoir. Ce "nous femmes" devrait idéalement se transformer en l'expression de la réalité de "je femmes" aux multiples facettes : citoyenne, militante, mère, travailleuse, chômeuse, immigrante, jeune, âgée, handicapée, lesbienne, etc. »

Mais si l'homogénéisation du « nous femmes » ne tient plus forcément la route, conjuguer la solidarité avec la diversité ne sera pas chose aisée. « Vouloir la solidarité implique forcément l'acceptation d'un affrontement, afin que chaque groupe ou génération puisse affirmer sa différence et reconnaître celle de l'autre. » Oui, mais comment? « C'est justement là une invitation à lancer au mouvement féministe : soutenir la diversité autant que la "mêmeté", et ce, même si, dans nos sociétés hypermodernes, la diversité s'exprime haut et fort par la reconnaissance de l'individualité et de la singularité. » Nouer les « je » pour créer un « nous » enrichi pourrait bien constituer un vaste chantier pour les surfeuses de la troisième vague.

Dans ce concept de troisième vague, Mercédès Baillargeon voit aussi, en plus du militantisme traditionnel, des possibilités d'action locale et microsociale dans le quotidien de chacune – au travail, dans ses études ou sa vie de couple. En rupture partielle avec le féminisme radical, cette voie pourrait être celle du féminisme de demain. Un féminisme qui réfléchit sur ses fondements et vise à intégrer les femmes dans leur hétérogénéité la plus complexe. « Remettre en question le mouvement est nécessaire et intéressant pour les études féministes. Mais ça permet aussi d'atteindre celles qui ne se trouvent pas dans les groupes plus traditionnels et de faire évoluer la pensée sur le féminisme en général. Il le faut. » ::

PLUS D'INFO :

Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et des droits de la personne : www.egalitedesfemmes.ca

Défier l'adversité



Manque de financement, crainte de représailles : poursuivre ses activités dans ces conditions s'avère risqué. La solution qu'ont choisie plusieurs groupes de femmes ? Rester bien en selle et continuer d'agir, quitte à emprunter de nouvelles voies.

| par Gwenaëlle Reyt en collaboration avec Hélène Mercier

● ● elais-femmes fait partie des
R ● ● organismes qui se retrouvent
● ● les manches en ajustant leurs
actions. Cette association qui regroupe
plus de 120 membres individuels et col-
lectifs n'a pas été directement touchée
dans son financement. Ce sont ses
projets de recherche qui ont dû être
revus. « Avant, on se demandait :
"Qu'est-ce qu'on veut faire ?" Main-
tenant, on regarde ce qui peut être fait »,
concède Lise Gervais, coordonnatrice
générale. Le rôle de relais entre les uni-
versités et le milieu communautaire doit
se faire « à bout de bras », car il n'est plus
financé. « Il y a pourtant plus d'argent
qu'avant. Mais les critères d'admissibi-
lité ont changé en faveur de projets
centrés sur l'individu. Les programmes
subventionnés concernent la santé et les
services sociaux. C'est aussi important,
mais cette centralisation empêche un
travail plus global. » Et, manifestement,
contribue à déstructurer le mouvement.

Relais-femmes a donc décidé d'aller
chercher des fonds ailleurs, dans le privé
et auprès d'autres institutions, comme
les universités, afin de mener les projets
de recherche qui seraient certainement
refusés par le fédéral (sur la relève dans
les groupes de femmes, par exemple).

Hausser le ton

Au Québec, certaines organisations ont
choisi de tenir tête au gouvernement. Lors
de la dernière Marche mondiale des
femmes (MMF), un groupe de militantes,
choqué que le ministère de la Culture, des
Communications et de la Condition
féminine n'ait pas donné suite aux reven-
dications de la MMF envoyées depuis
plusieurs mois, a occupé les bureaux
montréalais de la ministre Christine St-
Pierre dans l'espoir de la rencontrer. Un
mois plus tard, c'est le bureau du ministre
de la Santé, Yves Bolduc, qui a été investi

par des membres de l'R des femmes. Et
pour demander l'abolition de la contri-
bution santé, ces dernières ont même eu
recours à une « action tannante » en
monopolisant les lignes de téléphone et
de télécopieur du ministre des Finances,
Raymond Bachand.

En 2007, l'R des femmes, qui regroupe
102 centres de femmes et qui a aidé près
de 300 000 femmes au Québec, s'est vu
refuser une subvention fédérale pour un
projet sur les comportements violents.
« On s'est dit qu'on ne demanderait plus
rien à Condition féminine Canada. Monter un dossier prend beaucoup de
temps. On peut mettre cette énergie ail-
leurs », reconnaît Odile Boisclair de l'R
des femmes, qui bénéficie tout de même
d'une subvention du ministère de la
Santé et des Services sociaux du Québec.

Pour ne pas se laisser scléroser par la
morosité ambiante, l'organisme a donc

SOLIDARITÉ FÉMININE MONDIALE

Près de 2000 femmes du monde entier sont attendues dans la région d'Ottawa-Gatineau du 3 au 7 juillet pour participer à Mondes des femmes 2011. Tenu pour la première fois au Canada, ainsi qu'en français, ce marathon de conférences vise à rassembler militantes, activistes, chercheuses, chefs politiques et universitaires dans le but de faire progresser l'égalité des femmes.

À chaque jour son thème! Les plénières quotidiennes seront axées sur les moyens mis en œuvre pour briser les cycles d'oppression, fracasser les plafonds de verre, abattre les barrières et ouvrir de nouveaux horizons. Le Conseil du statut de la femme prendra part à ce grand rassemblement alors que sa présidente, Christiane Pelchat, présentera une conférence sur la budgétisation sensible au genre.

Inscription en ligne au
www.mondesdesfemmes.ca

décidé d'agir autrement. «En 2011 et 2012, les libéraux seront en mode séduction en vue des prochaines élections. On s'attend à devoir lutter et à sortir dans les rues, prévient Odile Boisclair. On va évaluer les retombées des actions tan-nantes qu'on a menées pour adapter notre intervention. Une chose est certaine, nous sommes très créatives.»

Axée sur la lutte contre la pauvreté, l'association veut contester des mesures telles que la contribution santé et analysera le budget 2011 du ministre Raymond Bachand et ses répercussions sur les femmes, dont les revenus sont toujours moins élevés que ceux des hommes.

Si l'année 2011 s'annonce difficile pour plusieurs associations et groupes de femmes, nombreux sont ceux qui se préoccupent de l'avenir de la Fédération des femmes du Québec (FFQ). Son

financement provenant du gouvernement fédéral, par l'entremise de Condition féminine Canada, se termine le 31 mars 2011, et son renouvellement est loin d'être sûr. «Nous sommes inquiètes, car l'État cherche délibérément à fragiliser des organismes comme le nôtre, dénonce Alexa Conradi, présidente de la FFQ. Mais nous avons fait le choix de formuler nos critiques ouvertement et de prendre de nouveaux moyens pour nous faire entendre.» Pour elle, l'occupation du bureau de la ministre St-Pierre en octobre 2010 montre cette évolution. «Lors de la MMF, il y a eu de la désobéissance civile pacifique. C'est notre manière de hausser le ton.» La MMF s'est révélée un moment fort qui prouve que la mobilisation est toujours bien présente, croit-elle. «Plus de 300 activités ont eu lieu, et le rassemblement de Rimouski est le plus important de l'histoire de la province en dehors de Montréal et de Québec. Si beaucoup affirment qu'on ne sent pas la mobilisation, cela ne signifie pas qu'il n'y en a pas.»

Le féminisme d'État

Pour la Coalition nationale des Conseils consultatifs provinciaux et territoriaux sur la condition de la femme (CCCCF), qui a tenu sa rencontre annuelle en septembre 2010 à Québec – sans la présence de la ministre fédérale de la Condition féminine, Rona Ambrose, qui a décliné l'invitation –, l'une des priorités est de rétablir le recensement obligatoire. Selon la Coalition, cet outil est essentiel pour colliger les données qui permettent de déterminer les pro-

blèmes d'égalité des sexes et de développer des programmes pour les contrer.

Comptant parmi ses membres le Conseil du statut de la femme du Québec, la Coalition offre l'occasion aux représentantes des conseils consultatifs des provinces et des territoires de partager des idées et des façons de faire afin de développer un point de vue national sur les questions d'égalité. Le champ d'action des membres de la Coalition: analyser les intentions des gouvernements et prendre position pour l'avancement de l'égalité. «C'est l'expression des féministes d'État, précise Béatrice Farand, attachée de presse du Conseil du statut de la femme du Québec (CSF). En participant aux commissions parlementaires, en émettant des opinions et en publiant des avis, nous nous assurons du respect des droits des femmes dans l'élaboration des projets de loi et des politiques gouvernementales. En 2010, le CSF a notamment signifié son désaccord au gouvernement québécois concernant l'implantation d'un ticket modérateur pour financer les soins de santé, une taxe que l'organisme juge discriminatoire envers les femmes. Le ministre des Finances a par la suite annoncé qu'il abandonnait cette mesure.»

Au Nouveau-Brunswick, comme dans les autres provinces de l'Atlantique, au Manitoba, au Yukon, au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest, un CCCF veille au respect des droits des femmes. Sa directrice générale, Rosella Melanson, précise que le CCCF a un double mandat: porter à l'attention des citoyennes et des citoyens les questions d'intérêt liées aux femmes et conseiller la ministre responsable de la Condition de la femme, la conservatrice Margaret-Ann Blaney.

Employée du CCCF depuis près de 30 ans, M^{me} Melanson a été une témoin et une actrice privilégiée des transformations du mouvement des femmes néo-brunswickois. «Dans les dernières

Fondée en 1966, la FFQ est un organisme non partisan qui exerce un rôle de concertation et de mobilisation au sein du mouvement des femmes. Au 31 mars 2010, elle regroupait 598 membres individuelles et 178 membres associatives.
www.ffq.qc.ca

années, les groupes de femmes de la province qui ne reçoivent plus le même financement d'Ottawa ont dû délaissé leurs activités de sensibilisation et de revendication politique – leur véritable raison d'être – au profit d'activités communautaires, qui font moins de vagues. Chancelants, ils survivent pour le moment grâce à des initiatives originales.» Par exemple, l'automne dernier, la Coalition pour l'équité salariale du Nouveau-Brunswick a fait appel à la générosité du public en tenant une collecte de fonds afin de pallier les coupes de subventions de Condition féminine Canada. Une somme de 71 000 \$ a été amassée, «ce qui permettra à la Coalition de survivre une année ou deux», estime Rosella Melanson, qui applaudit de telles façons de faire face à la crise actuelle, ajoutant qu'il est primordial que les féministes d'État continuent de prendre la parole sur la place publique.

Mouvement toujours vivant

Heureusement, malgré le climat morose, des initiatives continuent de voir le jour, comme le groupe pancanadien RebELLES. Né en 2008, il est composé exclusivement de femmes âgées entre 14 et 35 ans. Reconnaisant qu'il existe plusieurs interprétations du féminisme, il en propose une vision globale pour toucher le plus grand nombre de femmes, quelles que soient leurs origines culturelles, leur langue, leurs opinions politiques ou la façon dont elles se définissent. Ne bénéficiant d'aucune subvention, le groupe fonctionne sur une base d'autogestion. Près de 300 jeunes féministes sont attendues à son deuxième rassemblement, qui se déroulera en mai à Winnipeg (www.rebelles.org).

La présence des RebELLES prouve que le féminisme a toujours sa raison d'être et que de nouvelles voies sont possibles, selon Alexa Conradi. «Du côté de la FFQ, notre défi est de prendre en compte la diversité des



Gunther Gamper

« Nous sommes inquiètes, car l'État cherche délibérément à fragiliser des organismes comme le nôtre. Mais nous avons fait le choix de formuler nos critiques ouvertement et de prendre de nouveaux moyens pour nous faire entendre. »

Alexa Conradi,
présidente de la FFQ

femmes », convient-elle avant de préciser que la Fédération n'a jamais été représentative de toutes les femmes et ne pourra jamais l'être. « Nous allons lancer un processus de réflexion sur les 20 dernières années de lutte. Cela aboutira à des états généraux du féminisme qui se tiendront en 2013. Ce sera l'occasion de parler des enjeux du féminisme pour toutes celles qui ont des choses à dire. »

Reste qu'à l'extérieur du Québec, le féminisme semble battre de l'aile. Andrée Côté, de l'Alliance de la Fonction publique du Canada, constate un réel effritement de la mobilisation pancanadienne. « En dehors du Québec, il n'y a plus de voix pour porter les causes des femmes. L'information est contrôlée et il est difficile de toucher la population. »

Rosella Melanson n'irait pas jusqu'à dire que le Québec à lui seul porte la voix du mouvement au pays. « Le Nouveau-Brunswick est très dynamique. Je pense entre autres à la Fédération des femmes acadiennes et francophones du Nouveau-Brunswick, un réseau important qui cherche sa place dans cette joute dont les règles ont changé. Si nous ignorons parfois ce qui se fait ailleurs, ça ne veut pas dire qu'il ne s'y passe rien. Il est vrai également que la communication est beaucoup plus facile à l'intérieur d'une même région; je suis plus au fait de ce qui se passe dans l'Atlantique que dans les Prairies. »

Concertation, prise de parole et ralliement, voilà les atouts essentiels à la pérennité, voire peut-être à la relance du mouvement des femmes au Canada. « Donnez-moi un mandat national et je serai la première à mener une campagne d'action pour la question des congés parentaux, par exemple, mais compte tenu du mandat de notre organisation, il me faut concentrer mes efforts sur les dossiers provinciaux, ajoute Rosella Melanson. Et bien sûr, si le premier ministre n'était pas M. Harper, je serais davantage encouragée à m'engager dans des dossiers pancanadiens. Mais actuellement, on est condamnées à se buter à un mur. » Quant à Andrée Côté, elle croit fermement que la population est démocrate et se préoccupe du bien-être social. « Elle ne peut pas être en accord avec la politique actuelle, alors il faut confronter le gouvernement conservateur », lance-t-elle. David contre Goliath? Peut-être, mais ça vaut le coup d'essayer. ::



Manœuvre de réanim

Entre les coupes budgétaires, le retour à des politiques et à une mentalité plus à droite, l'hésitation des plus jeunes à se dire féministes et le mythe de l'égalité déjà atteinte, l'état de santé du féminisme inquiète. Le mouvement est-il toujours bien vivant ou doit-on revoir sa stratégie d'action pour lui donner un nouveau souffle?

| par Marie Lachance

Le mouvement des femmes fait face à des vents contraires. La Marche mondiale des femmes, qui s'est tenue à Rimouski l'automne dernier, l'a éloquentement prouvé. Bien qu'elle ait mobilisé un nombre impressionnant de personnes, en marge de l'événement, des voix se sont élevées dans les journaux et sur d'autres tribunes pour adresser des reproches au mouvement des femmes. Pour dire qu'il ne privilégie pas des combats qui touchent l'ensemble des Québécoises. Qu'il fait trop de cas de la privatisation

des services publics et de la démilitarisation. Qu'il ne s'occupe pas suffisamment des problèmes liés à l'équité en emploi ou aux responsabilités familiales.

Dans ce climat de dissensions, beaucoup se demandent comment raviver l'intérêt et rallier la population autour des enjeux du mouvement des femmes. Des féministes et des expertes en communication à qui nous avons posé la question croient que le changement doit s'opérer de l'intérieur. En revoyant

es nation



les priorités, en rénovant les approches et les moyens d'action.

Féministe à l'ère de la séductrice

June Marchand est chercheuse en marketing social et directrice des programmes de 1^{er} cycle du Département d'information et de communication à l'Université Laval. Elle croit que l'idée de l'homme oppresseur, auparavant plus présente dans le discours féministe, a marqué les esprits et ne manque pas de rebuter les jeunes femmes qui, il est vrai, côtoient une génération d'hommes plus enclins à partager les tâches, notamment parentales (l'une des belles victoires du féminisme!). On continue donc d'associer féminisme et colère

envers les hommes. Mais ce n'est pas le seul mur auquel se bute aujourd'hui le mouvement des femmes. «L'autre problème, c'est que les plus jeunes vivent dans la séduction. Et être féministe, ce n'est pas séduisant. Il faudrait s'attaquer plus à fond à cette problématique de la séduction, de plus en plus rattachée à l'exhibition et à l'hypersexualisation.»

La journaliste Dominique Payette, directrice du programme de 2^e cycle en journalisme à l'Université Laval, observe aussi qu'en 2011, il est difficile pour une femme de se dire féministe. «Ce n'est pas considéré comme assez féminin, dans le contexte actuel où la séduction occupe une place grandissante.» Elle va jusqu'à parler d'un réel dénigrement à l'égard des féministes, qu'elle analyse comme une conséquence directe de la montée du mouvement masculiniste au Québec dans les années 1980.

Comment, alors, s'adresser aux femmes, principalement aux jeunes? Comment leur parler du «nous femmes» à une époque où séduire l'emporte sur revendiquer? Estelle Lebel, professeure titulaire au Département d'information et de communication de l'Université Laval et directrice de la revue *Recherches féministes*, soutient qu'il sera toujours plus difficile de convaincre les jeunes femmes de la nécessité et de l'actualité du féminisme. Le principal responsable: un système scolaire dans lequel elles évoluent depuis l'enfance et qui est, lui, égalitaire. «À l'école, les chances de réussite sont les mêmes pour les gars et les filles. Tant que celles-ci étudient, elles ne sont pas conscientes des injustices. C'est seu-

lement en entrant sur le marché du travail ou en fondant une famille qu'elles se rendent compte de toutes les iniquités.»

Pour elle, la solution réside dans une meilleure connaissance des préoccupations, des réalités et des besoins des femmes de 25 à 35 ans. «On ne les connaît pas suffisamment. Il faudrait enquêter sur leur relation avec le travail, la famille, la maternité, le couple. On aurait vraiment besoin d'une telle enquête, de leur poser des questions rétrospectivement afin de savoir, par exemple, comment elles vivent leur sexualité.» L'équation est simple: mieux les connaître permettra de mieux leur parler. M^{me} Lebel estime par ailleurs que les magazines féminins pourraient constituer une excellente tribune. «Il faudrait y intégrer un discours un peu plus féministe, s'adressant spécifiquement aux jeunes femmes. Ce serait une bonne façon de les sensibiliser à la cause, dans des termes plus légers, mais sans diluer le message.»

Nos spécialistes en communication suggèrent aussi d'exploiter davantage les nouveaux médias, dont les médias sociaux, pour atteindre un plus grand nombre de femmes. Sur ce point, Diane Lamoureux, professeure en science politique à l'Université Laval et spécialiste des questions de genre et du féminisme, émet quelques réserves: «Je ne sais pas jusqu'à quel point ça peut créer une mobilisation politique. Les médias sociaux sont sans doute efficaces sur le plan de la communication, mais pour une mobilisation à long terme, je suis très sceptique. Je ne pense pas qu'il



« Les plus jeunes vivent dans la séduction. Et être féministe, ce n'est pas séduisant. »

June Marchand, directrice des programmes de 1^{er} cycle du Département d'information et de communication à l'Université Laval



« Il faudrait intégrer aux magazines féminins un discours un peu plus féministe, s'adressant spécifiquement aux jeunes femmes. Ce serait une bonne façon de les sensibiliser à la cause. »

Estelle Lebel, directrice de la revue *Recherches féministes*



« Les médias sociaux sont sans doute efficaces sur le plan de la communication, mais pour une mobilisation à long terme, je suis très sceptique. »

Diane Lamoureux, professeure en science politique à l'Université Laval

s'agit d'un instrument adapté à la délibération politique.» Force est d'admettre que les forums Web et autres plateformes médiatiques ne sont pas une panacée. Toutefois, plusieurs jugent que le mouvement féministe doit aller chercher les femmes, jeunes comme moins jeunes, là où elles sont.

L'équité mise à mal

De l'avis de Dominique Payette, pour rallier la population, il faut d'abord mieux cibler nos actions. À ce sujet, elle rapporte une injustice qui l'a frappée et qui mériterait, selon elle, des montées aux barricades. « Plus les jeunes travailleuses sont scolarisées, moins cette scolarité est reconnue », s'indigne-t-elle. En effet, dans le document *Portrait des Québécoises en 8 temps*, publié en 2011 par le Conseil du statut de la femme, on peut lire : « En emploi, les jeunes femmes ne récoltent pas les bénéfices de leur scolarisation poussée. Quel que soit leur niveau d'études, les femmes touchent, à leur entrée sur le marché du travail, un salaire hebdomadaire brut inférieur à celui des hommes. » Autre donnée alarmante : en 2010, une

analyse du Forum économique mondial portant sur l'égalité entre les femmes et les hommes de 130 pays a classé le Canada au 20^e rang, alors qu'il occupait la 14^e place en 2006. « Je ne comprends pas pourquoi ces inégalités ne sont pas au cœur des actions du mouvement féministe, réagit Dominique Payette, qui voit dans cette statistique l'occasion de briser les idées reçues. Voilà une cause rassembleuse qui touche toutes les femmes ! Quelques journalistes ont fait mention des inégalités salariales, mais c'est tout. La population n'est pas suffisamment informée. Ce serait au mouvement des femmes de faire connaître ces données. »

Estelle Lebel pense aussi qu'il incombe au mouvement des femmes de jouer un rôle d'éveilleur de consciences sur la question de l'inégalité des salaires. Elle voit dans ce classement le moyen d'attaquer de front le mythe de la parité déjà atteinte. « Les gens ne s'imaginent

pas que le Canada puisse se situer au 20^e rang seulement. C'est pourquoi il faut absolument faire connaître cette donnée, sonner l'alarme ! De la même façon et peut-être même plus fort qu'on l'a fait avec le dossier de l'anglicisation. Il faut faire réfléchir les jeunes sur l'iniquité salariale et marteler le message. C'est avec des idées fortes comme celles-là qu'on va toucher le plus grand nombre de personnes. »

Diane Lamoureux ne partage pas ce point de vue. Elle croit qu'il faut mener le combat sur d'autres terrains. « Les luttes ont changé depuis les années 1970. Aujourd'hui, les enjeux féministes se mélangent à d'autres enjeux sociaux, comme la pauvreté et les diversités ethnoculturelles. Les jeunes féministes n'ont plus les mêmes préoccupations qu'à l'époque. » Elle estime du reste que le mouvement des femmes ne souffre pas d'une réelle baisse de popularité. « Le mouvement féministe n'a jamais réussi à rassembler toutes les femmes. N'oublions pas qu'il s'agit d'un mouvement politique. Et comme tout mouvement politique, il divise. C'est normal. »

Revoir nos moyens d'action

Une chose est sûre, s'il y a une idéologie dont la popularité est loin de faiblir, c'est le conservatisme. Ce qui n'est pas sans inquiéter Estelle Lebel. « Le mouvement féministe en est un de gauche. Il faut exposer à la population qu'un glissement vers la droite représente une perte de terrain pour les acquis des femmes, tel le droit à l'avortement. Quand le socialisme recule, les droits des femmes reculent aussi. Ça, il faut clairement l'expliquer aux gens, et plus particulièrement aux jeunes. »

En cette période où la droite gagne du terrain, certaines ont choisi de choquer pour secouer les esprits. Que penser de la publicité-choc de la Fédération des femmes du Québec visant à faire réfléchir sur le sacrifice de la guerre, qui a soulevé la controverse l'automne dernier? Un faux pas, croit Diane Lamoureux, qui regrette le ton du message, à la limite de la démagogie. Même son de cloche chez Dominique Payette, qui y voit une erreur d'approche. « D'abord, pour passer efficacement un message, il faut prendre le chemin de l'empathie, dit-elle. C'est essentiel. Il faut éviter ne serait-ce que l'apparence d'un non-respect. Ensuite, je suis sûre qu'il y a des femmes, et même des féministes, qui sont pour la présence des soldats en Afghanistan, car elles estiment qu'elle contribue à protéger les Afghanes. Je ne crois tout

simplement pas que c'était le bon dossier à privilégier. »

June Marchand revient sur la question de la parité femmes-hommes en apportant des éléments de réponse sur les stratégies communicationnelles à mettre de l'avant. Elle explique que pour ébranler une croyance profondément

« La population n'est pas suffisamment informée. Ce serait au mouvement des femmes de faire connaître les inégalités salariales. »

Dominique Payette, directrice du programme de 2^e cycle en journalisme à l'Université Laval

ancrée telle que celle de l'égalité déjà atteinte, déployer tout un arsenal de guerre n'est pas nécessaire. L'arme la plus efficace? Les données vérifiables. D'où la pertinence de braquer les projecteurs sur l'étude du Forum économique mondial et sur la piètre performance du Canada en matière d'égalité. « On pourrait penser à une publicité où l'on verrait un homme, et où seraient mentionnés l'emploi qu'il occupe et son salaire. En opposition, on verrait une femme, détenant plus de diplômes que l'homme, travaillant

depuis autant d'années que lui, mais dont le salaire est moindre. Les faits et les chiffres parleraient d'eux-mêmes et auraient leur propre effet-choc. »

La chercheuse en marketing social assure que pour engendrer un changement profond des mentalités et pour rallier la population à la cause des femmes, il n'y a qu'une recette: le temps. « Il faut que le message que l'on souhaite passer s'inscrive dans la durée. Prenez les publicités sur les méfaits du tabagisme: elles ont commencé il y a 30 ans. À l'époque, une personne sur cinq ne fumait pas. Aujourd'hui, il n'y a qu'une personne sur cinq qui fume. Le message a pris 30 ans avant d'être compris. C'est long. Pour le VIH, on a commis l'erreur de souligner le message avec force dans les années 1980, pour relâcher par la suite. » Et le résultat est affligeant: de plus en plus de jeunes sont infectés. Persuadés qu'on ne meurt plus du sida, ils n'ont pas cru bon de se protéger.

Le parallèle que June Marchand établit entre ces moyens d'action à l'intensité déclinante et ceux déployés par le mouvement des femmes porte à réflexion. « On n'a pas maintenu le message de départ, déplore-t-elle. Les gens ont donc cru que la question de l'égalité était réglée. Mais ce n'est pas le cas. Il faut reprendre le message et le répéter. Ne jamais cesser d'être présentes. » Une idée à méditer et qui invite à s'engager efficacement sur la voie de la mobilisation. Contre vents et marées. ::

Le Réseau des Femmes d'affaires du Québec inc. (RFAQ) accompagne les femmes d'affaires dans leur quête de **réussite**, de **leadership**, de **prospérité** et de **solidarité**. Il privilégie depuis 30 ans :

l'entraide • le réseautage • la formation dans l'action

Le Réseau offre aux **entrepreneures, gestionnaires, professionnelles, commerçantes et travailleuses autonomes** travaillant dans toutes les sphères socioéconomiques du Québec des **moyens éprouvés et innovateurs** qui mettent en évidence leurs compétences, leur créativité et leur engagement :

- Activités de réseautage à l'échelle régionale, provinciale et internationale
- Programmes de formation, de coaching d'affaires et cellules d'entraide
- Banque de conférencières et de formatrices
- Femmes aux conseils d'administration
- Formation Femmes vers le sommet™
- Privilèges économiques avantageux
- Concours/Prix femmes d'affaires du Québec

Tout comme ses membres, le RFAQ se démarque par son action, son goût du risque et de la réussite et son ouverture sur le monde. Cette synergie a engendré au fil de ses 30 ans une reconnaissance internationale et un réseau d'influence incontournable. Tél. : 514 521-2441 ou 1 800 332-2683 Téléc. : 514 521-0410 www.rfaq.ca

Le RFAQ, au coeur de l'émergence des modèles féminins inspirants



Chacun **son** féminisme



L'engagement féministe est-il dépassé? Dans un documentaire humoristique et vivant, la jeune réalisatrice Rozenn Potin démontre que non.

| par Pascale Navarro

● ● Être féministe, c'est s'impliquer, pas juste en parler.»
«
● ● Voilà une phrase que Rozenn Potin a beaucoup entendue. Cette jeune réalisatrice de 30 ans, née en France et installée au Québec depuis huit ans, prouve pourtant avec son film *Attention féministes!* que l'affirmation n'est pas tout à fait juste. «C'est un discours répandu, explique la jeune femme dont le documentaire vient de sortir au Québec. Mais pour moi, s'impliquer veut autant dire militer que diffuser des messages. Je crois par exemple que le travail de Geneviève Morand, une participante du film, illustre bien que l'on

peut faire preuve d'un engagement féministe sans militer politiquement.»

Geneviève Morand, 26 ans, est rédactrice en chef d'*Authentik*, un magazine mont-réalais qui s'est imposé dans la presse féminine comme un moyen de parler des filles autrement, de projeter d'elles une image plus naturelle, moins formatée. On saisit bien sa démarche lorsqu'on la voit superviser un atelier offert à des adolescentes, où elle leur demande de coller sur un mur des photos de femmes (publicités, mannequins) qu'elles n'aiment pas, et d'autres qu'elles apprécient. L'une après l'autre, les adolescentes

expliquent ce qui les dérange dans ces images: trop de sexualité explicite, fille trop maquillée, etc.

Elle a beau inspirer les jeunes à trouver confiance en elles, la rédactrice en chef se pose des questions sur son propre féminisme: comme elle le dit dans le film, elle incarne la «féministe en talons hauts». Avec ces mots, elle illustre les contradictions et les déchirements du mouvement féministe qui, traditionnellement, rejette les escarpins et le maquillage.

Un cliché? Peut-être. Si l'on en juge par l'expérience de Rozenn Potin, les débats

sur la « vraie façon » d'être féministe tendront possiblement à s'amoindrir. « On ne peut nier qu'il y a une sorte de rectitude des mots à employer, confie la réalisatrice. Et je dois avouer que je me sens parfois jugée par les militantes : je me demande si j'ai dit la bonne chose, si j'ai porté le bon vêtement, etc. Sauf que quand on rencontre les gens, on se rend bien compte que personne n'est vraiment réfractaire à une expression différente du féminisme, car nous avons toutes et tous nos contradictions... » Rozenn Potin croit donc qu'il ne faut pas craindre la rectitude, car elle n'est souvent qu'apparence.

De plus, la réalisatrice n'hésite pas à dire que le radicalisme est un moteur important du mouvement. Contrairement au journalisme, à la réalisation ou à tout autre métier qui vise à communiquer un message, le militantisme sert à mobiliser. « Les militantes ne sont pas là pour faire de l'éducation populaire en permanence, fait-elle observer. Raconter l'histoire féministe chaque fois est lassant. Il faut avouer que les gens disent parfois des énormités sur le féminisme ou l'évolution des femmes, tellement qu'on a envie de leur répondre : "Ouvrez un livre svp !" Je peux comprendre l'impatience des féministes parfois... »

Rajeunir et diversifier l'image

Son récent film brosse le portrait de cinq féministes des générations X et Y. Barbara Legault, 33 ans, employée à la Fédération des femmes du Québec; Pascale Brunet, 24 ans, étudiante en arts visuels à l'UQAM; Marco Silvestro, 35 ans, doctorant en sciences sociales; Coco Riot, 30 ans, artiste *queer*; et Geneviève Morand, présentée précédemment. Outre leur jeunesse, ils ont comme point commun de croire à l'engagement personnel pour mettre en

pratique des principes féministes. « J'ai voulu faire un film pour rajeunir l'image du féminisme, pour montrer que ça peut être cool, que les gens qui y croient sont ouverts, que ça n'a rien à voir avec ce que le grand public a en tête. Monsieur et madame Tout-le-Monde voient encore les féministes comme des anti-hommes frustrées, mal baisées... et qui veulent surtout dominer les hommes. Je ne sais pas où les gens ont pris ça. Malheureusement, c'est cette image qui perdure. »

Particularité intéressante : les participants d'*Attention féministes!* sont très différents les uns des autres, illustrant chacun et chacune un aspect de l'engagement féministe. « Il est essentiel que les spectateurs voient qu'il n'y a pas un modèle unique de militante, souligne la réalisatrice. J'avais à cœur de montrer plusieurs images. »

Et parmi cette diversité, on trouve aussi des garçons : Marco et Alex, conjoint de Geneviève Morand, moins présent dans le film, mais qui occupe une place importante par son discours. Un exemple ? Pendant qu'il prépare le repas, le couple discute de son souhait d'avoir des enfants, et Alex évoque « le lien merveilleux de la mère avec son enfant ». Il est aussitôt interrompu par

sa blonde qui, après s'être excusée de lui avoir coupé la parole, dit « avoir de la misère avec ce discours » selon lequel c'est « tellement merveilleux d'avoir un enfant ». Le jeune homme réplique qu'il ne décrète pas que c'est la vérité, mais constate simplement l'unanimité chez ses copines nouvellement mamans, qui soutiennent que c'est la plus belle chose qui leur soit arrivée.

Ce moment est crucial, car il renvoie à des « nœuds » dans la vie des femmes, et à des sujets majeurs du féminisme : la conciliation travail-famille, la pression sociale qui pousse à avoir des enfants, le supposé instinct maternel et les nombreux déchirements humains qu'il entraîne... C'est ce qu'on décode dans les remarques de la jeune femme. La maternité est un magnifique projet, soit, mais aussi la plus grande déception des femmes lorsqu'elles réalisent que l'enfant (ou les enfants) occupe tant d'espace mental et physique dans leur vie, mais qu'il n'en est pas toujours de même dans celle du père. C'est formidable, bien sûr, mais c'est la fille qui gère « l'agenda familial », affirme plus tard la blonde de Marco, pendant qu'elle allaite sa fille.

Certes, on ne peut changer le corps des femmes : ce sont elles qui portent les enfants et qui allaitent. Mais on peut modifier les comportements, et c'est tout l'aspect constructif du film de Rozenn Potin. Ainsi, Marco explique les raisons objectives pour lesquelles les garçons se mêlent moins de « l'agenda familial ». Dans un discours simple et sympathique, le jeune homme illustre la réalité des rôles sociaux de sexe. Comme il le raconte, toutes les amies de sa blonde, quand elles étaient enceintes, parlaient entre elles de l'attente de l'enfant et se préparaient concrètement à sa venue (en pensant aux couches, à la nourriture à prévoir, en se préparant



Guillaume Arseneault



Gaëlle Hannebicque



Barbara Legault, Isabelle de Blois, Rozenn Potin et Marie-France Delagrave lors du tournage.

aux pleurs, aux nuits blanches, etc.), alors que dans son groupe d'amis à lui, personne n'a jamais abordé le sujet, même quand son bébé était sur le point de naître. Voilà bien une démonstration *in vivo* de la construction des rôles sociaux de sexe.

Marco, que l'on voit dans le film s'occuper de son bébé, évoque avec justesse à quel point le patriarcat impose autant de pression – celle d'être un « vrai » gars qui ne s'intéresse pas à ces choses-là, entre autres – et d'obligations aux hommes qu'aux femmes. Militant anarchiste tout autant que féministe, il

publie d'ailleurs un fanzine qui s'adresse aux gars, *Pourquoi je suis féministe, par un gars*.

Vive la marge!

Attention féministes! présente aussi le portrait sensible d'un marginal, Coco Riot, artiste *queer*. « Le mouvement *queer*, qui dénonce l'hétérosexisme de la société, son découpage binaire du monde entre hétéros et homos, genres féminin et masculin, n'est pas toujours bien vu par le féminisme, explique Rozenn, parce qu'on se demande

Le film que signe la jeune réalisatrice Rozenn Potin illustre bien qu'il est possible de faire preuve d'un engagement féministe différent.

comment il défend les femmes. Pourtant, les deux mouvements s'opposent au conformisme sexuel. Et Coco est arrivé au *queer* par le féminisme. »

Cheveux courts, allure « masculine », Coco montre comment il voit les sexes dans une installation, *Genderpoo*, série de pictogrammes qui rappellent ceux qui ornent les portes des toilettes publiques: il n'y a pas de frontières, mais un continuum de représentations du féminin et du masculin, souvent mêlées les unes aux autres.

Avec un ton doux, l'artiste raconte comment les enfants le perçoivent. « Ils me demandent si je suis un garçon ou une fille, et je leur réponds: "Toi, qu'est-ce que tu en penses?" Ils se questionnent beaucoup, mais ça ne les dérange pas tant que ça de ne pas trouver la réponse. »

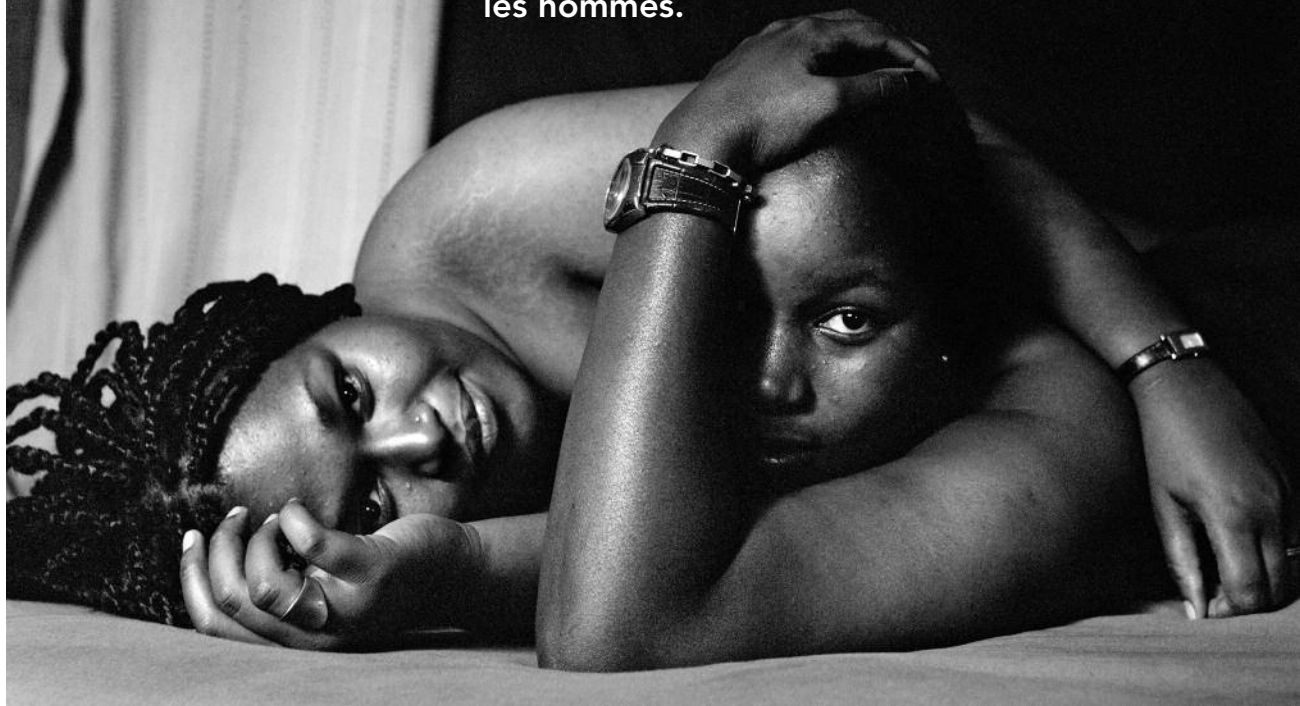
Troublant témoignage qui démontre bien que les étiquettes et les catégories sont moins claires qu'il n'y paraît... et que ce n'est pas si grave! D'ailleurs, c'est souvent par l'humour et l'expression artistique que le film provoque. À travers des animations très bédé et un montage rythmé (signés Josiane Lapointe), des interventions captées sur le vif (manifestations, débats, soupers de famille), la réalisatrice montre avec sensibilité que chacune et chacun conjugue son féminisme... au singulier. ::

PLUS D'INFO:

Attention féministes! est produit par Vidéo Femmes et sera présenté à la CinéRobothèque de Montréal, l'espace public de l'ONF, le 8 mars et du 14 au 17 mars.
attentionfeministes.com
onf.ca/cinerobothèque

Les hommes tu aimeras

Dans les banlieues pauvres d'Afrique du Sud, les lesbiennes qui osent afficher leur orientation sexuelle sont souvent victimes de violence et de viol. Tout ça dans le but de leur faire aimer... les hommes.



Zanele Mhloni

| par Patricia Huon

● ● Après m'avoir violée, il m'a dit
« qu'il voulait me montrer que
● ● j'étais une femme. » Thulli vit
à Soweto, une immense banlieue de
Johannesburg où s'entassent environ
quatre millions de Noirs, pauvres en
majorité. À 17 ans, alors qu'elle rentre de
l'église, un individu cagoulé l'agresse et
lui vole sa virginité. Une histoire mal-
heureusement trop fréquente en Afrique
du Sud où, selon les chiffres officiels, près
de 150 femmes sont violées chaque jour.
Mais Thulli, qui 13 ans plus tard ne se
sent « jamais vraiment en sécurité », est
persuadée que son orientation sexuelle
a été à l'origine de son calvaire.

« Quelques jours avant, j'avais dit à un
groupe de jeunes du quartier que je
n'étais pas attirée par les hommes. Et
dans notre société machiste, certains
pensent que violer une lesbienne va la
“remettre dans le droit chemin”. » On a
même donné un nom à ces actes horri-
bles : les viols correctifs.

À l'échelle internationale, pourtant,
l'Afrique du Sud est réputée pour sa
tolérance envers les homosexuels. C'est
le seul pays africain où ces derniers sont
autorisés à se marier et à adopter.
« Notre Constitution est très libérale.
Comme toutes les communautés répri-
mées par le régime de l'apartheid, les
homosexuels ont obtenu la reconnais-
sance de leurs droits. Plus personne ne

devait être discriminé », explique
Kamahelo Malinga de Gay and Lesbian
Memory in Action (GALA), une asso-
ciation qui rassemble les archives de la
communauté gaie en Afrique du Sud.
Mais entre la théorie et la pratique, le
fossé est large. Et l'homophobie est
encore bien présente dans la société
sud-africaine, en particulier dans les
townships, ces banlieues pauvres où
était parquée la main-d'œuvre noire
sous l'apartheid.

Maserame, une jeune femme aux joues
rondes et au large sourire, habite égale-
ment à Soweto. En couple depuis un
peu plus d'un an, elle affiche fièrement
une bague aux couleurs de l'arc-en-ciel.
Mais chez elle, pas un mot sur son



Patricia Huon

homosexualité. « Mes parents voient bien que je fréquente des lesbiennes. Tout ce qu'ils en disent, c'est qu'elles risquent d'avoir une mauvaise influence sur moi. Ils sont très religieux. Pour eux, une femme doit se marier avec un homme. » Nini, sa copine, se dit quant à elle chanceuse, car ses parents l'acceptent telle qu'elle est. « J'ai toujours été très masculine. Je pense qu'ils ont rapidement su que j'étais lesbienne. » Mais en dehors du cercle familial, elle a souvent peur, avoue-t-elle. « Les remarques, les insultes, nous vivons ça au quotidien. Un jour, j'ai été agressée par un groupe de jeunes que je connaissais. Ils m'ont traitée de sale gouine, m'ont dit qu'ils allaient me montrer ce qu'était un homme. Finalement, ils m'ont assommée avec une bouteille de bière. Je me suis réveillée à l'hôpital... » Elle n'a pas porté plainte, par peur des représailles.

« La société sud-africaine est misogyne, affirme le sociologue Vasu Reddy. Les agressions de lesbiennes font partie d'un problème beaucoup plus large de violence en général, envers les femmes en particulier. Les homosexuelles sont des femmes qui transgressent les règles. Et si en plus elles ont une apparence

masculine, certains hommes considèrent ça comme une menace pour leur virilité. Elles deviennent alors des cibles. Généralement, ce sont des gens qui les connaissent qui s'en prennent à elles. »

En avril 2008, le viol et le meurtre d'Eudy Simelane, joueuse de foot de l'équipe sud-africaine, ouvertement lesbienne, ont attiré l'attention de la communauté internationale sur les violences que subissent les homosexuelles sud-africaines. Son meurtrier a été condamné à la prison à vie. Et le juge a affirmé que l'orientation sexuelle de Simelane n'avait eu aucune importance dans cette affaire. Cependant, quand il s'agit de victimes anonymes, la majorité des agresseurs échappe à la justice.

« On estime qu'il y aurait entre 600 000 et 700 000 viols par an en Afrique du Sud. Peut-être beaucoup plus, rapporte la militante féministe Carrie Shelper. Moins d'un viol sur 10 est déclaré. Et moins de 5 % des agresseurs contre qui une plainte a été déposée sont condamnés. Dans beaucoup de cas, on considère qu'il n'y a pas assez de preuves... ou que la victime était consentante. Et si elle est ouvertement

Ces jeunes femmes figuraient parmi les quelque 200 personnes homosexuelles qui ont pris part à la sixième Soweto Pride, tenue dans l'un des townships les plus célèbres de Johannesburg en octobre 2010.

lesbienne, les juges lui sont généralement hostiles. » Au cours des 12 dernières années, 31 meurtres de lesbiennes ont été recensés. Deux ont donné lieu à un procès. Une seule condamnation a été prononcée.

Soutien et solidarité

Depuis plus de 30 ans, l'association People Opposing Women Abuse (POWA) se bat contre les violences et les discriminations à l'encontre des femmes. Elle dispose de bureaux dans le centre-ville de Johannesburg et dans la plupart des townships qui entourent la métropole. « Les femmes peuvent y trouver une assistance juridique gratuite, des services médicaux et un service d'écoute, relate Carrie Shelper. Les victimes ne savent généralement pas à qui s'adresser et craignent d'être

stigmatisées. Un jour, une jeune lesbienne est allée porter plainte pour viol et les policiers lui ont demandé si ça ne lui avait pas plu d'avoir un pénis entre les jambes... Ce genre de réaction est fréquent; il n'est donc pas étonnant que plusieurs femmes n'osent pas porter plainte. Alors leur agresseur reste libre, elles le croisent tous les jours, et souvent il recommence. »

Pour offrir un espace de sécurité et de liberté aux homosexuelles, l'association FEW (Forum for the Empowerment of Women) a créé, en 2004, l'équipe de soccer des Chosen Few (« les élues »), « 100 % black et 100 % lesbienne ». Une vingtaine de femmes âgées de 18 à 35 ans tentent ainsi de sortir de l'enfermement, et d'oublier les violences et la précarité grâce au sport. Plusieurs filles de l'équipe ont été brutalisées, violées, chassées de chez elles. La majorité est au chômage. « Ce n'est déjà pas facile de trouver du travail en Afrique du Sud. Si vous êtes ouvertement lesbienne, les chances sont encore plus minces », commente Acey, membre de l'équipe depuis sa création.

À l'instar de la nouvelle classe moyenne noire, si elles avaient le choix, plusieurs de ces femmes quitteraient le township pour s'installer dans les maisons cossues des anciennes banlieues blanches. « Là où personne ne vous pose de questions sur votre vie privée », constatent les joueuses. Une option qui se heurte à leur situation financière.

Alors, elles se serrent les coudes et essaient de mener une vie normale. « Ce n'est pas parce qu'il y a des agressions que nous devons toutes nous enfermer. Ce serait leur donner raison! » s'empare Lebo, qui arbore sans complexes un look « butch » : chemise d'homme et crâne rasé. Elle vient d'ouvrir un club gai au cœur de Soweto. « Plus nous serons visibles, mieux nous serons acceptées. » Mais elle n'oserait pas s'afficher avec sa copine dans un bar hétéro. « Trop dangereux. »



Patricia Huon

« Notre Constitution est très libérale. Comme toutes les communautés réprimées par le régime de l'apartheid, les homosexuels ont obtenu la reconnaissance de leurs droits. Plus personne ne devait être discriminé. »

Kamahelo Malinga, Gay and Lesbian Memory in Action

La photographe sud-africaine Zanele Muholi pense aussi que l'acceptation des homosexuelles passe par leur visibilité. Elle prend des clichés de femmes, seules ou en couple, dans des moments intimes. Un travail émouvant et plein de personnalité qui lui a valu plusieurs prix.

En août 2009, ses œuvres ont pourtant provoqué la colère de la ministre sud-africaine des Arts et de la Culture, Lulu Xingwana, qui les a jugées « immorales et offensantes » et a quitté l'exposition qui les présentait. « Je montre les faits tels qu'ils sont, parfois crûment. Mais ce n'est pas dans le but de choquer. Je veux juste que ces images permettent de créer un dialogue, explique Zanele Muholi. En montrant plusieurs photos de lesbiennes et de gais noirs, je veux briser l'idée que l'homosexualité est "non africaine". Je veux aussi que les gens voient que les lesbiennes s'aiment, font l'amour, posent des gestes de tendresse... Mes photos portent également sur des thèmes comme les viols correctifs, la protection contre le sida dans les relations entre femmes... Il est plus que temps que l'on parle de ces choses ouvertement! »

Les mentalités évoluent lentement, mais il reste encore un long chemin à parcourir. Au mois d'octobre dernier a eu lieu la sixième Soweto Pride. À cette occasion, environ 200 homosexuel(le)s sud-africain(e)s, principalement des femmes, ont défilé dans les rues de Meadowlands, un quartier du township le plus célèbre de Johannesburg. En 2007, deux femmes y ont été violées et assassinées parce qu'elles avaient osé vivre ouvertement leur sexualité. « C'est une manière de dire à la communauté : "Même si vous tuez certains d'entre nous, nous existerons toujours. Vous n'y changerez rien", lance Phindi Malaza, membre de l'association FEW, qui organise la manifestation. Il y a déjà une Gay Pride à Johannesburg, mais elle a lieu dans les quartiers aisés du nord de la ville. Or, c'est dans les quartiers pauvres qu'il y a le plus de violences envers les gais et les lesbiennes. »

Globalement, l'accueil de la manifestation est plutôt bon. Certains habitants, heureux de voir un peu d'animation dans le quartier, se joignent même à la fête. Mais les préjugés ne sont jamais loin : « Je suis totalement contre tout ça, lâche un jeune homme. Si c'était ma sœur, je l'immolerais par le feu. » :

Les stratégies de la plume

Louise Bilodeau

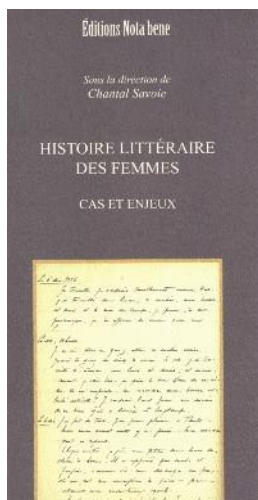


EXTRAIT

«Certaines pionnières demeurent ainsi, du moins en partie, des mystères dont l'éclaircissement est tout autant un défi stimulant qu'un devoir intellectuel.»
– Chantal Savoie, p. 17

Si le roman et le recueil de poésie ne sont accessibles aux écrivaines que depuis quelques décennies, les femmes ont été nombreuses, dans les deux derniers siècles, à manier la plume dans les journaux, les magazines et pour le théâtre jeune public. Elles sont appelées à passer des oubliettes à la postérité dans *Histoire littéraire des femmes. Cas et enjeux*, qui réunit neuf études de cas sous la direction de Chantal Savoie, professeure agrégée au Département des littératures de l'Université Laval.

| Propos recueillis par Melina Shoenborn



G **azette des femmes:** Le collectif fait la part belle aux marginales et aux oubliées de l'histoire de la littérature, celle des femmes en particulier. Qu'est-ce qui a motivé cette sélection?

Chantal Savoie : Une série de biais ont été introduits involontairement dans l'histoire de la littérature. Parmi eux, la consécration d'une auteure rendue possible uniquement par la publication d'un ouvrage de type grand genre. Au tournant du siècle dernier, seules quelques figures féminines, comme Laure Conan, satisfaisaient cette norme. Or, si on modifie les critères avec lesquels on mesure la légitimité

des écrits des femmes et leur apport à la littérature, on s'aperçoit qu'elles ont énormément écrit. Le collectif est le résultat d'une impulsion, celle de remettre en question les critères d'analyse et de révéler des exemples de ce qui a été produit hors de ces standards.

Fait intéressant, le collectif expose plusieurs exemples de femmes qui ont fait des compromis pour survivre à long terme dans l'espace public d'une société plus traditionnelle.

En effet, les femmes ont dû doser leur degré de progressisme. Certaines

adaptaient leur discours littéraire en fonction des périodiques dans lesquels elles écrivaient, selon qu'ils étaient conservateurs ou plus libéraux. Éva Circé-Côté a utilisé plusieurs pseudonymes masculins pour élargir sa palette d'auteure et s'autoriser différents rôles. D'autres écrivaines moins connues, comme Delphine de Girardin, ont adopté la stratégie de l'ironie pour faire passer leurs messages. Cette pionnière, qui a introduit la chronique mondaine dans la grande presse en 1836, se servait de ce genre littéraire pour critiquer le monde des hommes sous le couvert de l'humour.

Les auteures mentionnées dans votre ouvrage, qui se sont accommodées au contexte socioculturel de leur époque, peuvent-elles être considérées comme des figures féministes?

À peu près toutes les écrivaines sur lesquelles nous avons travaillé ont brisé des conventions. Beaucoup ont milité pour la cause des femmes, sans en parler dans leurs écrits. Elles n'ont cessé de justifier leur présence dans l'espace public en démontrant que même si l'on jugeait que la place de la femme était à la maison, celles qui possédaient un talent particulier se devaient d'en faire bénéficier la collectivité.

La critique a souvent dévalorisé le triangle littéraire auteure-héroïne-lectrice, également peu considéré par les spécialistes de l'histoire de la littérature. Ces préjugés persistent-ils? Pensons notamment à l'appellation chick lit, ou «littérature de fille»...

Le jour où le prix Goncourt sera décerné à une œuvre écrite par une femme, qui met en scène une femme et qui s'adresse à un lectorat majoritairement féminin, je commencerai à croire qu'il y a égalité. Que ce soit dans le créneau féministe ou populaire, il semble y avoir un plafond de verre lié à la perception de la littérature produite par la femme pour la femme. ::

Chantal Savoie (sous la dir. de), *Histoire littéraire des femmes. Cas et enjeux*, Éd. Nota bene, 2010, 339 p.

| par Sophie Marcotte

Tribulations adolescentes



Amélie Bibeau, *Papillon de nuit*, tome 1 de la série *Lili-la-Lune*, Vents d'Ouest, 2010, 173 p.

Élève studieuse et rêveuse de troisième secondaire, Coralie Boivin-Laplanche, dite Lili-la-Lune, voit sa vie bouleversée par un simple changement de look qui dévoile sa beauté à toute l'école. Soudain, le beau Marc, gardien de but et tombeur de son état, lui demande de sortir avec elle. Lili accepte, mais réalise vite que son cœur bat pour P. A., un ami de longue date. Passé le gros cliché de la fille qui devient populaire lorsqu'elle se débarrasse de ses lunettes et de ses chandails informes, ce premier roman d'Amélie Bibeau révèle une touchante sensibilité et un humour mordant. Il rend bien compte des préoccupations qui taraudent les adolescentes, de leur valse-hésitation entre désir de plaire et envie d'être respectées. Le tout sans morale à cinq sous. Pour les 12 ans et plus.

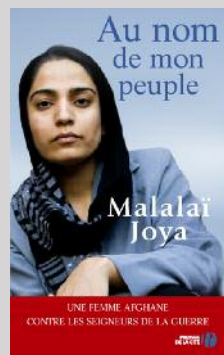
Le tour du monde en 81 femmes



Sandra Reinflet, connue en France sous le nom d'artiste Marine Goodmorning, a failli mourir à 20 ans. Un électrochoc qui lui a fait prendre conscience de l'urgence de vivre, de réaliser ses rêves, de ne rien laisser inachevé. Elle est donc partie, en compagnie de son amie Yuki, à la rencontre de 81 femmes nées comme elles en 1981. Des femmes qui ont concrétisé leurs ambitions envers et contre tout. Qui ont envie de croquer dans l'instant. Ce récit de voyage relate les hauts faits de ce périple de 14 mois qui a mené le duo dans 20 pays. À notre tour, on lie connaissance avec Prudence, chanteuse zimbabwéenne au Mozambique, amputée des deux jambes et d'un bras; Unieng, première instructrice de plongée de l'Indonésie; Nana, pâtissière au Japon; quelques prisonnières de Quito, en Équateur; et bien d'autres. En prime, les nombreuses anecdotes de voyage – dont les interminables et chaotiques déplacements en bus – nous donnent l'impression de faire partie de l'aventure.

Sandra Reinflet, *Same Same but Different*, Michalon Éditions, 2010, 318 p.

Afghane recherchée



«Le pays d'où je viens est une tragédie qui se nomme Afghanistan.» Le ton est donné dès la première phrase du témoignage de Malalai Joya, qui fut, à 27 ans, la plus jeune élue au Parlement afghan. Trois ans après cette accession au pouvoir, la militante pour la cause des femmes raconte sa lutte pour la démocratie et son combat contre les seigneurs de la guerre, des criminels qui dirigent le pays et «qui ne valent pas mieux que les talibans». Dès le départ, on est touchée par le récit de son enfance dans les camps de réfugiés. On admire son courage d'avoir osé créer une école de filles clandestine sous le régime taliban, dissimulant ses manuels scolaires sous la burqa qu'elle répugnait à porter. On se réjouit lorsqu'elle dénonce publiquement les injustices qui gangrèment l'Afghanistan. Puis on s'indigne de son expulsion du Parlement et des multiples tentatives d'assassinat dont elle a été victime depuis. Un ouvrage qui permet de mieux connaître l'histoire de cette battante, mais aussi celle d'une génération qui a toujours dû composer avec la guerre. Imaginez.

Malalai Joya, *Au nom de mon peuple*, Presses de la cité, 2009 [2010 pour la traduction française], 369 p.

L'équité salariale pour bientôt?



Après des années d'efforts assidus pour faire appliquer l'équité salariale dans les entreprises, 2011 nous dira si la mission peut être menée à bien.

| par David Savoie

● ● u moment où on sablait le champagne pour accueillir la nouvelle année, le délai accordé à toutes les entreprises de 10 employés et plus pour réaliser leur exercice d'équité salariale expirait. En date du 31 décembre dernier, les employeurs devaient, en principe, avoir procédé à l'affichage des résultats et informé les travailleuses de leurs droits et de leurs recours prévus par la Loi sur l'équité salariale. Pourtant, fin janvier, la Commission de l'équité salariale (CES) avait déjà reçu plus de 45 plaintes.

Avec une nouvelle présidente à sa tête, la CES s'attelle maintenant à promouvoir

Entrée en vigueur en 1996, la Loi sur l'équité salariale a été modifiée par le projet de loi 25, déposé à l'Assemblée nationale en mars 2009 et adopté à l'unanimité le 27 mai suivant. Ce projet de loi devait permettre au processus d'équité salariale de gagner en force grâce au resserrement des délais accordés aux entreprises assujetties à la Loi, au maintien de la Commission de l'équité salariale et à l'octroi de ressources supplémentaires, notamment une enveloppe budgétaire de 1,5 million de dollars en 2009. En somme, le projet de loi 25 visait à corriger le fait que, 10 ans après l'entrée en vigueur de la Loi, pas même la moitié des entreprises y étant assujetties ne s'étaient conformées à leurs obligations.

les droits des travailleuses. Grâce notamment à une campagne publicitaire de 400 000 \$, les messages se multiplient pour rappeler aux femmes de porter plainte si elles sentent que leur droit à l'équité salariale est lésé. « Nous voulons responsabiliser les travailleuses », explique la nouvelle présidente, Marie Rinfret, qui veut surtout transmettre son message aux non-syndiquées, plus susceptibles de méconnaître leurs droits. Car malgré tous les efforts de Louise Marchand, qui a siégé plus de sept ans à la CES – dont quatre comme présidente –, « l'équité est très mal connue, même chez les femmes ».

Les travailleuses voulant porter plainte ont jusqu'au 30 mai pour le faire et obtenir, le cas échéant, un plein ajustement salarial rétroactif. Quant aux entreprises récalcitrantes, elles seront coincées par le tir croisé des plaintes et des vérifications aléatoires, avec pour résultat des amendes salées, précise-t-on à la Commission.

Critiques envers les plaintes

En dépit des efforts investis, les méthodes de la CES font face à un barrage de critiques de la part d'intervenants de divers milieux. D'abord, les plaintes. Le constat est le même partout : les travailleuses non syndiquées ne se plaindront pas. Crainte de réprobation ou de licenciement, ou simple méconnaissance de la Loi. « Je pense honnêtement que là où il n'y a pas de chien de garde pour faire respecter l'équité salariale, il n'y aura pas de plaintes », affirme Serge Cadieux, directeur général du SEPB-Québec (Syndicat des employées et employés professionnels-les et de bureau), qui a

pris part aux négociations dans le long règlement au Mouvement Desjardins (voir encadré p. 32). Pour lui, la présence de syndicats est la seule façon d'assurer le respect de la Loi.

« Il faudrait que la CES ait jusqu'à 10 fois plus de ressources pour parvenir à réaliser son mandat », soutient de son côté M^e Annick Desjardins, avocate au Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) qui a été impliquée dans plusieurs dossiers juridiques concernant l'équité salariale. Elle croit que peu de plaintes seront formulées d'ici le 30 mai, car la responsabilité retombe sur les employées. « Ça équivaut à dire aux femmes victimes de violence conjugale qu'elles devraient se responsabiliser! » s'exclame-t-elle.

Quelques mois pour déposer une plainte, « ce n'est clairement pas assez pour atteindre les non-syndiquées », indique Kim Paradis, du Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT). « Mais si toutes les femmes connaissaient leurs droits, le nombre de plaintes exploserait en cinq mois! »

À compter de mars, le gouvernement du Québec implantera un registre pour tenter de dresser le portrait des entreprises qui respectent la Loi, mais il faudra attendre 2012 pour connaître la situation réelle. Jusqu'à maintenant, plus de 600 000 femmes auraient bénéficié d'un ajustement à la suite d'un exercice d'équité salariale au sein de leur entreprise. À en croire des estimations, 55 % des entreprises s'étaient conformées à la Loi avant le 31 décembre. Une donnée que plusieurs considèrent gonflée, comme Kim Paradis, qui dresse un bilan assez pessimiste : « Quinze ans après l'adoption de



La nouvelle présidente de la Commission de l'équité salariale, Marie Rinfret, souhaite responsabiliser les travailleuses afin qu'elles portent plainte si elles considèrent que leur droit à l'équité salariale est lésé.

Jonathan Robert

la Loi, nous ne sommes qu'à mi-chemin.»

Menace de fusion

Cette campagne de promotion des droits des travailleuses se déroule sur une trame de fond inquiétante pour le mouvement des femmes. Car depuis la réforme de la Loi en 2009, l'avenir de la CES est incertain : l'organisme pourrait être « absorbé » par la Commission des normes du travail du Québec. De quoi miner ses efforts et son mandat, jugent les groupes de femmes. Avec cette fusion, le gouvernement envoie notamment un message contradictoire concernant l'importance qu'il accorde à l'équité salariale.

Début 2011, la tenue de consultations particulières et d'auditions publiques sur le projet de loi 130 (Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et la Société québécoise de récupération et de recyclage et mettant en œuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds) a en quelque sorte offert un sursis. Mais il n'est pas impossible que le projet de loi soit adopté d'ici la fin de la session parlementaire.

L'épée de Damoclès demeure, estime Marie-Thérèse Chicha. Professeure titulaire à l'École de relations industrielles de l'Université de Montréal, elle connaît le dossier comme nulle autre : elle écrit sur le sujet depuis la création de la Loi en 1996 et agit comme experte en la matière auprès du Bureau international du travail, à Genève. À son avis, « la Loi a mené à beaucoup de progrès, mais il aurait fallu qu'elle soit

LA LONGUE ROUTE DU MOUVEMENT DESJARDINS

Douze ans. C'est le temps qu'il aura fallu pour que l'équité salariale soit réalisée chez le plus gros employeur privé du Québec, où plus de 85 % des employés sont des femmes. Une première entente est survenue en juin 2010 pour les caisses syndiquées, et une seconde en novembre pour les institutions sans syndicat. Coût du règlement : 85 millions de dollars. Quelque 35 000 employées vont en bénéficier. Pour certaines, le paiement rétroactif à 2001 se chiffre à près de 5 000 \$, et l'augmentation de leur salaire tourne autour de 2,5 %. « On est contents que le dossier soit réglé », affirme Yvan Paré, directeur du soutien organisationnel et de l'équité salariale chez Desjardins. Selon lui, la complexité de la Loi a ralenti le processus.

Desjardins en est maintenant à régler la question du paiement : l'argent doit être versé d'ici la fin mars. « On travaille comme des fous pour y parvenir », rapporte M. Paré. « Au début, les gens n'y croyaient pas », dit Serge Cadieux, directeur général du SEPB-Québec, un des syndicats impliqués dans les négociations. Il ne mâche pas ses mots lorsqu'il évoque le long chemin pour parvenir à l'équité salariale. Desjardins, selon lui, a été de mauvaise foi : le syndicat a déposé des centaines de plaintes contre l'employeur à la Commission de l'équité salariale.

Le dossier n'est pas complètement bouclé que Desjardins doit déjà songer au maintien de cette équité. « Je ne m'attends pas à ce que ce soit facile », lâche M. Cadieux.

mieux appliquée ». Elle concède cependant que si la situation n'est pas parfaite, elle place le Québec en avance sur bien d'autres provinces en matière d'équité salariale, voire sur beaucoup d'autres pays, à commencer par les États-Unis.

Un terrain préparé

Présidente de la Commission de l'équité salariale durant les quatre dernières années, Louise Marchand a porté le dossier à bout de bras en 2010. Avant la date-butoir du 31 décembre, elle a voulu expliquer le concept de l'équité salariale directement aux employeurs. Elle s'est donc lancée dans une tournée provinciale pour rencontrer les chambres de commerce et les associations régionales. « Il fallait que les employeurs comprennent qu'ils sont assujettis à la

Loi », relate-t-elle. Plus de 100 entrevues et 63 conférences plus tard, sans compter les centaines de kilomètres parcourus, elle a quitté la CES avec le sentiment du devoir accompli. « On a essayé d'atteindre le plus possible les clientèles de toutes les façons. » Si le concept n'est pas entièrement compris par tous les employeurs, au moins, l'ouverture est là, dit-elle.

Même ceux et celles qui critiquent la CES soulignent le travail réalisé durant la présidence de Louise Marchand. « Elle a accompli des choses, elle a fait connaître la Loi auprès des employeurs, reconnaît M^e Annick Desjardins. Mais je ne serais pas satisfaite à sa place. » La Commission a fait preuve de beaucoup de souplesse envers les réfractaires pendant qu'elle était présidente, ajoute-t-elle. Avec les conséquences que l'on sait. ::



Le pire métier du monde

Le 28 septembre dernier, le jugement Himel invalidait certaines dispositions du Code criminel relatives à la prostitution afin de la décriminaliser, polarisant du coup les opinions au sujet du plus vieux métier du monde. Quelques mois plus tard, Ève Lamont présente *L'imposture*, un documentaire-choc sur les conditions de vie insupportables des travailleuses du sexe et sur le parcours du combattant que doivent mener celles qui veulent s'en sortir.

| par Helen Faradji

● ● L' esthétisme porno-chic dans la publicité, la télé-série britannique *Secret Diary of a Call Girl*, le film *The Girlfriend Experience* de Steven Soderbergh... Depuis quelques années, l'image de la prostituée s'est parée d'attributs *glamour*, sexy, affriolants dans les médias. Le discours du lobby de l'industrie du sexe, relayé par certaines féministes, présente quant à lui les prostituées comme des femmes fières et libres, qui exercent ce « métier » par choix et s'y épanouissent.

Mais quand on regarde *L'imposture*, la réalité semble beaucoup moins rose. Pendant près de deux heures, Ève Lamont y brosse le portrait dur et sans complaisance d'un milieu terrifiant marqué par des rapports de domination et de violence. « Je connaissais des femmes qui en avaient fait partie, relate la réalisatrice. Ce qu'elles m'en racontaient ne correspondait pas à ce qu'on entend

habituellement dans les médias ou de la part des groupes pro-travail du sexe, comme Stella, qui évoquent la richesse du plaisir sexuel ou la supposée liberté de choix des femmes qui se prostituent. Ce discours vise souvent, avec raison, à dénoncer la répression et la violence, à défendre les droits sociaux et à décriminaliser les filles. Moi-même, il y a 20 ans, je distribuais des tracts pour l'Alliance pour la sécurité des prostituées, l'ancêtre de Stella. Mais même s'il est bien intentionné, ce propos n'insiste pas sur la nécessité de criminaliser les clients et les proxénètes et, surtout, il correspond à ce que vit une infime minorité de femmes. C'est pour ça que j'ai voulu entendre ce que les prostituées avaient à dire, sans que personne parle en leur nom. »

Comme dans son premier film, *Squat*, basé sur une démarche participative, Ève Lamont a souhaité inclure ces femmes dans le processus de réalisation. « On les a suivies dans la tradition du direct, sans artifices ni mise en scène. Mais ce sont elles qui décidaient de ce

qu'elles voulaient dire et montrer. Elles ont validé le montage final. Ce n'est pas chose courante dans le milieu du documentaire, mais je voulais être sûre de ne pas leur nuire, de ne pas trahir leur confiance. Elles ont déjà été dupées si souvent dans leur vie... Le film est aussi un peu leur réalisation et elles en sont très fières », rapporte-t-elle.

Amorcé en 2006, son travail de recherche l'a amenée à rencontrer près de 75 femmes âgées de 16 à 52 ans, qui ont pratiqué ou pratiquent encore différentes formes de prostitution (dans la rue, dans des agences, des bars de danseuses, des salons de massage), à Québec, à Montréal, à Ottawa et en Montérégie. « Je partais avec l'hypothèse que ce n'était pas la joie, mais ce que ces femmes m'ont raconté m'a abasourdi. Elles m'ont ouvert les yeux sur la réalité de ce milieu, mais aussi sur tous les efforts qu'elles doivent déployer pour se rétablir. »

Que ces femmes aient passé quelques mois ou plusieurs années à se prostituer,



Sans artifices ni mise en scène, la caméra d'Ève Lamont témoigne de la douloureuse expérience de plusieurs prostituées.

Martine Doyon

les séquelles sont inimaginables. « J'ai été choquée de constater à quel point ce milieu est violent, poursuit Ève Lamont. La plupart des filles ont été agressées ou violées pendant leur enfance. La seule valeur qu'on leur a attribuée depuis le début est sexuelle. Et il y a les coups qu'elles subissent, la drogue, les problèmes psychologiques, la profonde déconnexion d'avec leur corps... Certaines étaient en choc post-traumatique, comme des soldats qui reviennent de la guerre. Tout ça sans parler de la honte qu'elles ressentent, de leur peur constante du jugement ou des représailles, du fait qu'elles se sentent coupables de leur descente aux enfers. Leur situation est atroce. Les clients, même gentils, sont des hommes qu'elles ne désirent pas, souvent de l'âge de leur père ou de leur grand-père, pour qui elles ne sont rien. Mais elles doivent répondre à leurs demandes sexuelles parce qu'ils ont l'argent dont elles ont besoin, tout en jouant la comédie pour leur faire croire qu'elles sont heureuses d'être là. Quelle imposture! »

Le difficile droit chemin

Pour celles qui décident de sortir de l'engrenage, le chemin est encore pavé

d'embûches. On réalise à peine le courage et la détermination dont elles doivent faire preuve pour retrouver un mode de vie normal. D'autant qu'au Québec, aucune politique publique ne leur vient spécifiquement en aide. Une pénurie comblée par quelques bonnes âmes, comme les intervenantes dans les centres jeunesse ou Rose Dufour, une admirable anthropologue en santé sociale qui, touchée par la détresse de ces femmes, a fondé la Maison de Marthe pour leur tendre la main.

Pour M^{me} Dufour, qui expose son point de vue dans *L'imposture*, aucun doute possible: la solution réside dans l'abolition de la prostitution. Une opinion que partage Ève Lamont. « Il y a 10 ou 15 ans, je ne savais pas quoi répondre quand on me parlait d'abolition. Mais au terme de ce film, je réalise qu'on ne peut pas faire autrement. En Allemagne, aux Pays-Bas ou en Nouvelle-Zélande, où on a légalisé ou décriminalisé la prostitution, la violence envers les femmes n'a pas diminué. La prostitution a proliféré, notamment dans les rues, et les proxénètes, les trafiquants, les membres du crime organisé qui tiennent les bordels légaux en ont profité pour devenir des entrepreneurs honorables. Par contre, quand une société

reconnaît que l'humain est inaliénable et que la prostitution est une atteinte à l'intégrité des femmes, les choses peuvent changer. La Suède, après l'avoir légalisée dans les années 1960, l'a abolie en 1999, au moment où une majorité de femmes étaient au pouvoir. La Norvège a suivi en 2008, l'Islande en 2009. Ce sont des avant-gardistes. Et dans ces pays, l'abolition a été accompagnée de programmes sociaux pour aider les filles à s'en sortir définitivement: thérapies sexuelles et de désintoxication, maisons d'hébergement, systèmes de réinsertion en emploi, en plus de programmes d'éducation de la population, comme nous en avons eu ici pour lutter contre la violence conjugale. Quand on naît dans une société qui affirme qu'il n'est pas acceptable que des femmes soient vendues ou achetées, on ne peut plus voir la prostitution comme un métier comme un autre. Les mentalités sont longues à changer, mais souvenons-nous, il y a plus d'un siècle, on disait qu'abolir l'esclavage était une utopie... »

Constat bouleversant, mais aussi plaider pour une société plus égalitaire et plus digne, *L'imposture* ne se contente pas de tirer la sonnette d'alarme. Les femmes qui s'y expriment étaient en effet toutes motivées par le désir d'aider. « Beaucoup me disaient: "Il est trop tard pour moi, mais raconter ce milieu contribuera à protéger les jeunes femmes, à expliquer que la prostitution n'est pas inévitable" », se souvient la réalisatrice. Une solidarité et une empathie qui sont de salutaires percées de lumière dans ce monde noir et brutal, et qui laissent espérer de plus beaux lendemains. ::

PLUS D'INFO :

www.rapideblanc.ca



D. KIMM *

Lucie Bazzo

Le corps, c'est trop physique

Être un artiste et monter sur scène, c'est fatalement prendre un risque, se mettre en danger. Il y a le stress, il y a la peur; peur de ne pas être à la hauteur, peur de se planter, peur de se ridiculiser. En tant que femme, tu dois ajouter à cela la dimension du corps et de la séduction. Car tu as la certitude que non seulement ta performance et ton intensité seront évaluées, mais aussi ton corps, ton look et ta façon de bouger. Tu dois être forte et déterminée pour passer par-dessus cette pression et te donner. Et arrêter de te juger.

Tu es habituée depuis l'adolescence à ce que ton corps soit évalué, au travail, à l'école, dans le métro, quand tu marches dans la rue, quand tu entres dans un café. Et pas juste par les hommes. Souvent aussi, très souvent en fait, par les autres femmes.

Combien de fois ai-je entendu des commentaires sur une telle qui est trop maigre ou trop grosse. Trop sage ou trop vulgaire. Trop sexy ou pas assez. Rarement vu des hommes faire l'objet de telles critiques. Tout leur est permis, que ce soit la bedaine proéminente ou les gestes provocateurs, qu'on a plutôt tendance à trouver charmants.

Quand tu es une performeuse (et pire encore, interdisciplinaire, donc inclassable et inclassée!), il faut aussi que tu

fasses ta place. Et ça commence dès que tu mets les pieds dans la salle de spectacle. Comment vas-tu apprivoiser les techniciens, par exemple? Même si tu sais ce que tu veux, tu dois parfois te battre avec l'un d'entre eux, qui a déjà «son» idée de ce que tu veux. Il te faut toujours convaincre et prouver que tu sais ce que tu fais. Tu as plusieurs techniques: plaisanter, avoir l'air décontractée, être gentille. Surtout pas d'affrontement, tu dois garder ton énergie pour ton spectacle.

Je suis une guerrière et je dis souvent qu'il faut choisir ses batailles. J'ai performé sur scène et j'ai dirigé des dizaines de spectacles, ici et à l'étranger. J'ai dû apprendre la stratégie. Lâcher prise sur certaines choses pour en obtenir d'autres. Me faire respecter avant tout par mon professionnalisme, mon humour et mon intelligence. Mais je ne suis pas naïve. Je sais que j'ai eu droit à certains privilèges (plus de temps de montage, un spot supplémentaire, un accessoire) parce que j'étais gentille ou que j'avais un beau sourire.

Pour moi, le respect est la base de tout. Quand tu te sens respectée et acceptée, tu deviens très puissante. C'est comme ça que je travaille au Festival Voix d'Amériques. En permettant aux artistes de prendre des risques. Bien sûr, je ne travaille pas qu'avec des femmes,

mais je suis toujours particulièrement heureuse quand je rencontre des «filles électriques» – ce n'est pas pour rien que j'ai nommé ma compagnie ainsi. J'aime les filles qui débordent, qui sont «trop», qui parlent trop fort, qui prennent trop de place, qui ne sont pas dans la norme, qui dérangent, qui ne correspondent pas aux modèles. Je les trouve fascinantes et émouvantes.

C'est pourquoi j'ai développé une mission sociale pour ma compagnie, parallèlement aux productions artistiques. Nous travaillons avec des femmes en difficulté, par l'entremise de projets d'écriture, en collaboration avec des maisons d'hébergement. Nous avons déjà publié trois livres et un quatrième est en chantier, *Temps d'agir*, un projet fort et porteur qui donne la parole à des femmes incarcérées.

Je me sens très proche de ces femmes aux parcours chaotiques, souvent des passionnées qui, comme moi, avaient tellement besoin d'intensité et refusaient les étiquettes. Elles n'ont juste pas trouvé le contexte pour se révéler. J'ai eu cette chance à cause de la création artistique. Mais nous sommes pareilles, filles frondeuses et fragiles, rebelles et écorchées, vivantes... et trop physiques. ::

* Artiste interdisciplinaire, D. Kimm a des livres, des disques et des courts métrages à son actif. Elle a aussi présenté plusieurs spectacles et performances au Québec et ailleurs dans le monde. Elle dirige la compagnie Les Filles électriques et le Festival Voix d'Amériques. Elle travaille actuellement à *La mariée perpétuelle*, un vaste projet interdisciplinaire qui se déroule sur plusieurs années.

Le Festival Voix d'Amériques a lieu du 11 au 18 mars à Montréal : www.fva.ca

Femme = homme Vraiment?



Des réponses dans la *Gazette des femmes*

:: **Gazette**
DES FEMMES



La *Gazette des femmes* s'intéresse à la réalité des femmes actuelles et aux défis auxquels elles font face.

Notre publication souhaite susciter la réflexion en proposant des débats sur des sujets connus et controversés, des dossiers d'envergure, des reportages des quatre coins de la planète, des entrevues avec des femmes et des hommes qui ont des idées pour réussir à édifier une société égalitaire pour toutes et tous.

Servez-vous de cet outil pour relayer les valeurs d'égalité entre les sexes!

Inscrivez-vous à la liste d'envoi au

www.placealegalite.gouv.qc.ca

La *Gazette des femmes* est publiée **gratuitement** cinq fois par année et est accessible en tout temps sur Internet.

Conseil du statut
de la femme

Québec 